

**Le DICRIM a-t-il transformé les risques
chez les Allevardins ?**

*Savoirs et représentations sociales sur le
milieu allevarدين.*

Aymeric LUNEAU

Etudiant en première année de master de sociologie à l'EHESS - Paris.

**Rapport de stage commandité par l'Institut des Risque Majeur de Grenoble
Décembre 2008**

Remerciements

Je remercie *Francis Chateauraynaud* pour avoir accepté d'être le référent universitaire de ce stage.

Je remercie *Myriam Minnino* pour son aide efficace dans la passation des questionnaires et regrette qu'elle n'ait pu participer à l'analyse pour des raisons personnelles.

Je remercie *Laurence Créton-Cazanave* et *Dominique Raynaud* pour leur soutien théorique et empirique.

Je remercie *Sébastien Gominet*, webmaster à l'IRMa et responsable de ce stage, pour son sens pragmatique et le renouvellement de sa confiance.

Je n'oublie pas *Marion Hébert* pour son implication tout au long du projet et son rôle de relais auprès de la commune d'Allevard ainsi que l'Institut des Risques Majeurs sans qui ce stage était impossible et la bonne humeur de ses membres.

Enfin, je tiens à remercier une nouvelle fois la mairie d'Allevard qui a bien voulu que nous réalisions cette enquête sur son territoire ainsi que les personnes qui ont accepté de répondre.

Remerciements	2
Introduction.	6
I- Les outils utilisés pour répondre aux questions soulevées par les actions	
d'informations.	7
A) Problématisation d'une interrogation quotidienne.	7
B) Le questionnaire.	8
C) La constitution de l'échantillon.	10
Lieux d'habitats.	10
Répartition géographique.	11
Répartition de l'échantillon selon le sexe.	12
Répartition de l'échantillon selon l'âge.	13
Répartition de l'échantillon selon les professions.	14
D) Le recodage des variables.	14
Le recodage du lieu de travail.	15
Recodage du lieu d'origine.	16
Recodage des diplômes (DIP/DI*).....	16
Recodage des moyens de connaissances du PPR (CM*) ?	17
Recodage sur la fonction du PPR (QO*).....	18
II- L'analyse descriptive et comparative des évolutions dans les représentations des	
Allevardins.....	19
A) L'évaluation du niveau des risques.	19
B) Connaissance des risques.....	21
Synthèse.....	22
Le risque de crue torrentielle.....	22
Le risque de glissement de terrain.....	23
Le risque de séisme.....	24
Le risque de chute de pierres.....	25
Le risque d'avalanches.	25
Le risque d'effondrement	26
Le Risque de rupture de barrage	27
Le risque lié aux anciennes mines.....	27
Les Transports de Matières Dangereuses.....	28

C)	Les préoccupations des individus.....	29
	La préoccupation des individus vis-à-vis des risques naturels et des risques technologiques à Allevard.	30
	Une hiérarchisation des risques à travers les préoccupations.	31
D)	Après les risques, les catastrophes.....	37
	La fréquence des catastrophes à Allevard selon les individus interrogés.	37
	L'expérience de la crue torrentielle de 2005 à Allevard.	37
	L'anticipation de la crue.....	38
	Les autres expériences de phénomènes catastrophiques.....	38
E)	Zones habitées et Zones à risques.....	39
F)	Les médias et la médiatisation des risques majeurs.	40
	Les médias que les individus utilisent pour leur information quotidienne.	40
	La place des risques dans les médias.	41
	A travers quels médias ?.....	42
	La recherche d'information sur les risques naturels.....	43
	L'attente d'informations sur les risques naturels.	44
	Les réactions face aux informations sur les risques naturels.....	44
G)	La connaissance des actions entreprises pour réduire les situations jugées risquées.....	45
	Le Plan de Prévention des Risques naturels prévisibles.	45
	La connaissance du Plan Communal de Sauvegarde.	46
H)	Les consignes de sécurités.	47
	L'usage du téléphone en cas de crise.	47
	Faut-il aller chercher ses enfants à l'école en cas de crue torrentielle ?.....	47
	Synthèse.....	48
I)	Les acteurs de la politique du risque.....	48
	La dimension de la gestion des risques.....	48
	Les acteurs légitimes pour porter l'information sur les risques naturels.	49
J)	Le DICRIM	51
	La réception du DICRIM implique-t-elle sa lecture ?	51
	L'opinion sur le DICRIM.....	52
III-	Les effets du DICRIM sur les représentations et les connaissances.	53
A)	Les connaissances des risques.....	53

B) L'évaluation et les préoccupations.	54
<i>Excursus sur la modalité « un peu ».....</i>	<i>55</i>
C) Les consignes de sécurités.	55
IV- Quelles sont les conditions pour que le DICRIM soit lu ?.....	57
La lecture du DICRIM.	57
Conclusion.....	60
Annexes.....	61
I) Les effets du DICRIM sur les représentations et les connaissances.	61
A- Les connaissances des risques.....	61
B- L'évaluation et les préoccupations.....	64
C- Les consignes de sécurités.....	66
II) Quelles sont les conditions pour que le DICRIM soit lu ?	67
BIBLIOGRAPHIE.....	69

Introduction.

L'IRMa aide les communes à se doter de dispositifs de prévention des catastrophes naturelles et technologiques. Parmi ceux-ci, l'information des habitants constitue un axe central dans ce qu'on appelle habituellement la « gestion » des risques.

Cette information, à travers le DICRIM (Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs), est l'objet d'étude de ce rapport de stage qui prolonge la première enquête effectuée en 2007. En effet, l'IRMa a profité de sa collaboration avec la mairie d'Allevard dans la mise en place du Plan Communal de Sauvegarde pour appréhender l'impact du DICRIM sur les connaissances des individus concernant les risques mais aussi les consignes de sécurité à adopter en cas de crise.

Tel que nous venons de le préciser, la présente enquête est en fait une étude longitudinale répartie sur un an et demi puisqu'elle a exactement commencée en juin 2007 et se termine en Décembre 2008. Le but était de comparer les connaissances des Allevardins avant et après la parution du DICRIM sur la base de deux enquêtes. La première a été réalisée en octobre 2007. De part son antériorité, elle constitue la pierre angulaire de l'étude notamment par la problématique et les hypothèses de recherche ainsi que par la position adoptée à l'égard de la notion de risque. Ce dernier n'est plus traité comme un objet à partir duquel se construisent des représentations mais comme étant déjà la représentation d'une situation objective¹ La deuxième enquête a été réalisée en juillet 2008, un mois après la publication du DICRIM.

A travers cette dernière enquête, ce rapport tente de répondre aux questions suivantes :

Quels sont les changements de représentation que le DICRIM a provoqué chez les habitants d'Allevard ? Comment ces changements ont-ils été possibles ?

Le rapport se découpe en trois grandes parties. La première est consacrée aux modalités techniques de l'enquête. La deuxième présente simplement les résultats pour chaque question et la dernière s'occupe de comprendre les changements opérés par le DICRIM.

¹ On retrouvera un développement plus conséquent de cette définition dans le rapport de stage suivant : Luneau, A. et Duaut, M., *Le risque est les allevardins. Savoirs et représentations sur le milieu allevardin*, Rapport de Stage, IRMa (dir.), Grenoble, 2008, p. 9. Il est disponible sur le site de l'IRMa.

I- Les outils utilisés pour répondre aux questions soulevées par les actions d'informations.

Avant de présenter le questionnaire utilisé et les autres aspects techniques, nous allons exposer la problématique ainsi que les hypothèses qui ont servi de fils directeurs à cette enquête.

A) Problématisation d'une interrogation quotidienne.

L'époque historique dans laquelle nous vivons est souvent baptisée société de la connaissance² pour mettre en avant la place occupée par les messages à contenu informatif et leur diffusion de plus en plus rapide à travers les « technologies de l'information et de la communication ». Ces technologies sont non seulement caractérisées par leur rapidité mais aussi par le nombre de personnes qu'elles peuvent toucher. Une société de la connaissance est marquée par le poids des média sur les actions des individus. C'est une société à l'intérieur de laquelle tout pouvoir nécessiterait une maîtrise des média et de leurs contenus³.

La question commune aux acteurs investissant le domaine de l'information porte alors sur la visibilité de leur communication, sur la pénétration de leur message dans l'« esprit » des individus. Cette interrogation est celle que se pose l'IRMa par rapport aux documents d'information édités par les communes, les DICRIM.

Cependant, outre que l'importance de l'information ne soit pas propre aux sociétés du XXI^{ème} siècle⁴, le pouvoir accordé au média tend à faire oublier que ce sont avant tout les individus qui diffusent les messages. Si les messages sont les produits d'une sélection de l'émetteur, les destinataires effectuent leur propre sélection.

La question de l'IRMa reste pertinente mais elle mérite une reformulation. La compréhension du rôle du DICRIM dans le changement des représentations sociales passe par

² Michel Berthelot a d'ailleurs souligné l'apparition simultanée des expressions société de la connaissance et société du risque. Michel Berthelot, *l'emprise du vrai*.

³ Voir notamment le *plan de l'économie numérique* du gouvernement actuel présenté en 2002 destiné à faire de la France un pays moteur de cette société de la connaissance. Cf. Dossier de presse « France numérique 2012 ». http://www.premier-ministre.gouv.fr/chantiers/politique_numerique_1308/eric_besson_presente_plan_61406.html

⁴ Nous faisons ici l'hypothèse que la communication a toujours été un enjeu majeur des sociétés humaines pour le pouvoir politique et économique comme le montre les nombreuses voies de communications.

l'explication des raisons qui ont amené les acteurs à intégrer ou à rejeter les messages contenus dans ce document.

Parallèlement, la réponse passe par l'exploration des trois conditions suivantes :

- i) *Evolution des représentations entre 2007 et 2008.*
- ii) *Existence d'un lien entre ces évolutions et le DICRIM.*
- iii) *Puisque l'intégration d'une information dépend du choix des acteurs, la réception du DICRIM doit être différente selon les caractéristiques individuelles.*

B) Le questionnaire.

Nous avons utilisé, pour l'enquête de 2008, le questionnaire de 2007 légèrement modifié, auquel nous avons ajouté quatre questions supplémentaires sur le DICRIM. Nous allons donc seulement indiquer les quelques modifications apportées à ce premier questionnaire, pour le reste on se reportera au rapport précédent.

15) Selon-vous, quels sont les risques naturels et/ou technologiques à Allevard ? Où ? (Plusieurs réponses possibles)

	Oui et je sais où	Oui mais je ne sais pas où	Non	Ne sait pas
Crue torrentielle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Glissement de terrain	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Séisme	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Chutes de pierres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Rupture de barrage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Anciennes mines	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Avalanche	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Effondrement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Transport de matières Dangereuses	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Nous avons reprecisé les modalités afin que les réponses des individus soient plus claires. Nous verrons par la suite que cette modification à entraîné un changement important entre les modalités 3 et 4 (« non » et « ne sais pas »)

16bis) Quels sont les trois risques qui vous préoccupent le plus par ordre d'importance ?

Crue torrentielle

Séisme

Chutes de pierres

Glissement de terrain

Effondrement

Avalanche

Nous avons réduit le choix à trois réponses pour faciliter le traitement de la question. D'autre part il était souvent difficile pour les individus de classer six phénomènes. Au-delà de trois, les réponses n'étaient plus réellement significatives.

32) Avez-vous reçu dans votre boîte aux lettres le document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) envoyé par la mairie au mois de juin ? :

Oui Non

32 bis) Si oui comment avez-vous abordé ce document :

Je n'y ai pas porté attention :

Je l'ai feuilleté brièvement :

Je l'ai lu attentivement :

Je ne sais plus :

33) de manière générale diriez-vous que le DICRIM est plutôt ?

Un bon moyen d'information sur les risques

Un moyen d'information trop succinct

Un papier de plus

Ces trois questions permettront de répondre aux conditions ii) et iii) citées ci-dessus.

32) Avez-vous vu l'exposition sur les risques naturels en mairie ? :

Oui Non

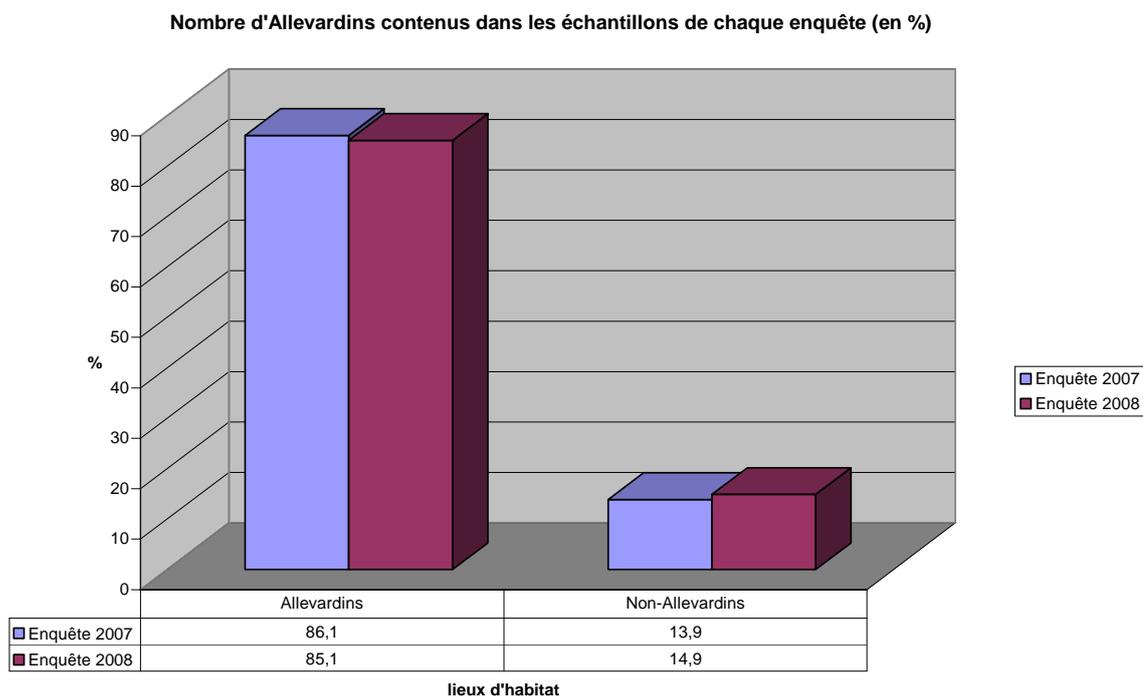
33) si oui, en un mot, qu'en avez-vous pensé ? Pourquoi ?

Au moment de l'enquête la mairie accueillait l'exposition « on n'a jamais vu ça » réalisée par l'IRMa.

C) La constitution de l'échantillon.

Afin que les enquêtes soient comparables, nous avons constitué l'échantillon de la deuxième enquête à partir des mêmes catégories et des mêmes quotas qu'en 2007. Nous avons réussi ainsi à obtenir des échantillons similaires.

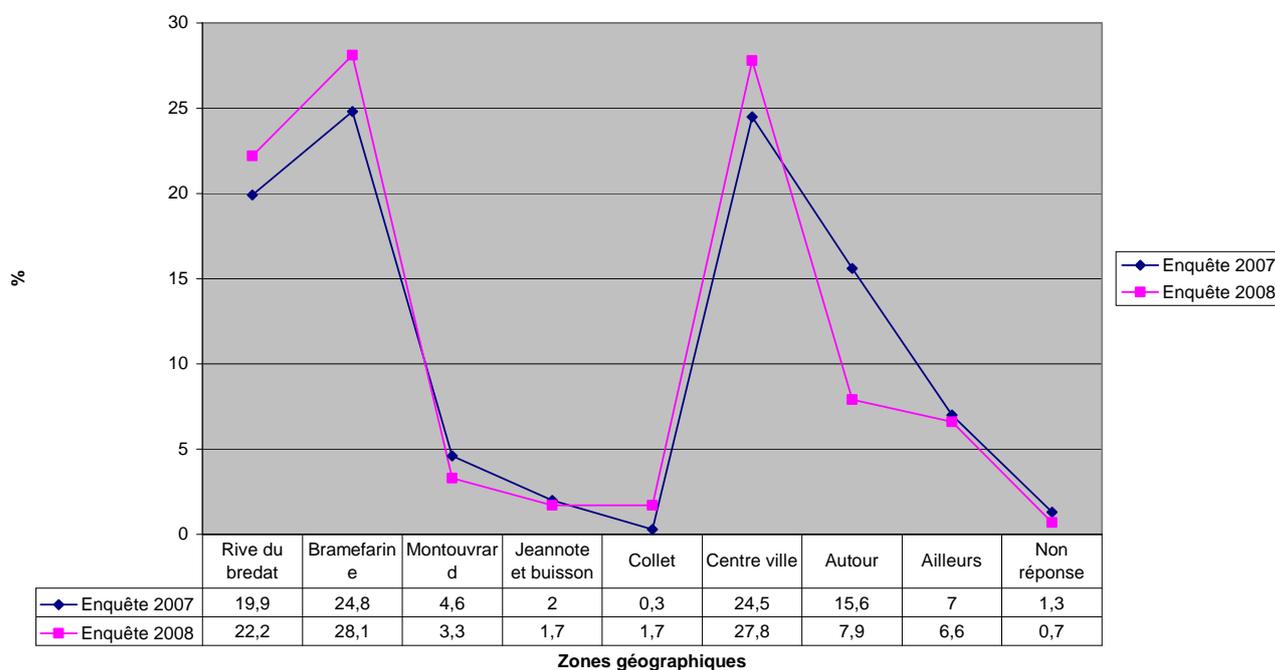
Lieux d'habitats.



Nous observons ici une légère augmentation du nombre des non-alleverdins dans l'échantillon de la deuxième enquête. Toutefois l'écart reste trop faible pour qu'il puisse avoir un impact significatif sur les résultats.

Répartition géographique.

Comparaison de la répartition géographique entre l'enquête de octobre 2007 et l'enquête de juillet 2008 en pourcentage



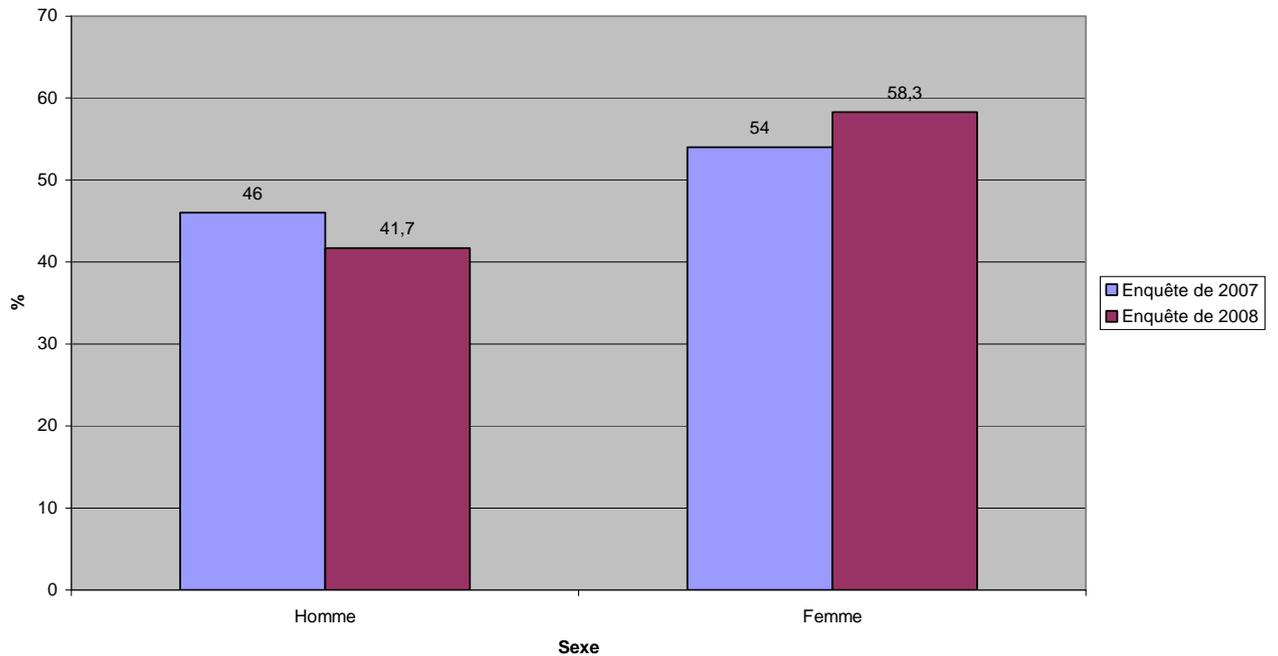
Nous avons ensuite réussi à conserver la structure de la répartition géographique de l'échantillon comme le montre le graphique ci-dessus.

La différence de pourcentage qu'il y a entre les effectifs de la première et de la deuxième enquête au sujet des individus vivant autour d'Alleverd s'explique par la difficulté pour certaines personnes de définir la limite d'Alleverd. En effet, pendant la première enquête certaines personnes affirmaient habiter Alleverd alors que leur lieu d'habitation se situait dans les communes limitrophes. Ils étaient alors fortement représentés.

Durant la deuxième enquête nous avons alors pris le soin de ne pas reproduire le même effet pour qu'il n'y ait pas de biais ensuite notamment par rapport au DICRIM puisque sa diffusion s'arrête aux portes d'Alleverd. Le nombre d'individu habitant autour d'Alleverd a donc diminué.

Répartition de l'échantillon selon le sexe.

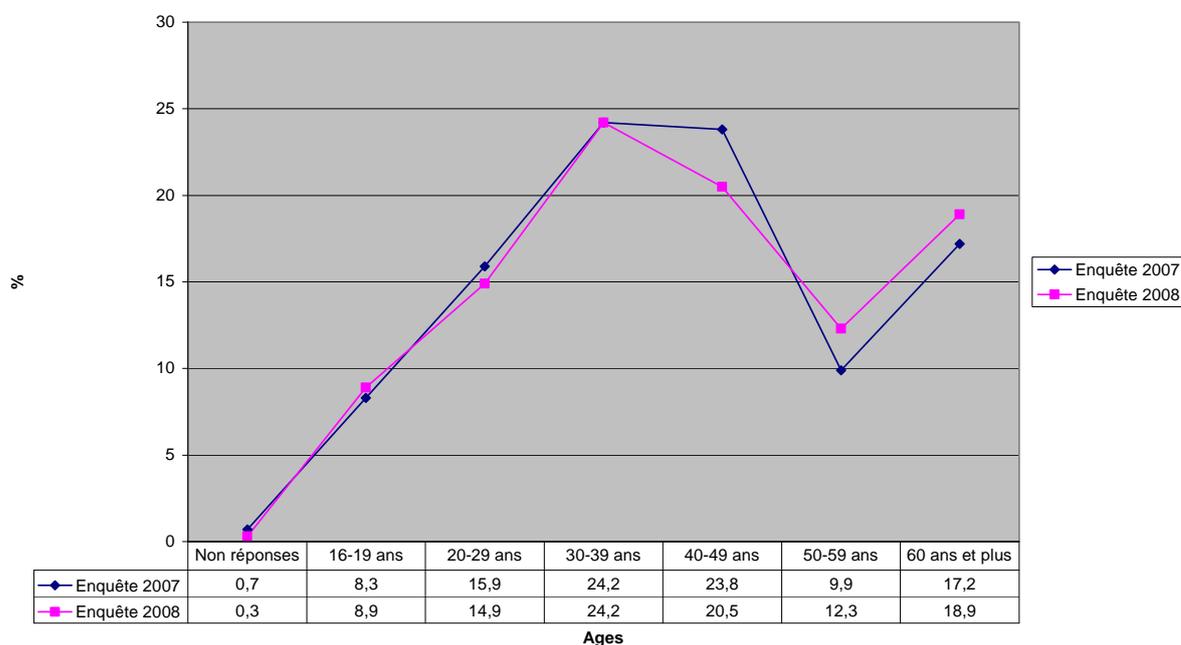
Comparaison de la répartition par sexe entre l'enquête d'octobre 2007 et de l'enquête de juillet 2008 en pourcentage.



Nous observons une augmentation de 2,6 points dans l'écart entre la part d'hommes et la part de femmes. L'échantillon de la deuxième enquête reste là encore similaire à celui de la première.

Répartition de l'échantillon selon l'âge.

Comparaison des échantillons entre l'enquête d'octobre 2007 et l'enquête de 2008 selon l'âge (%)

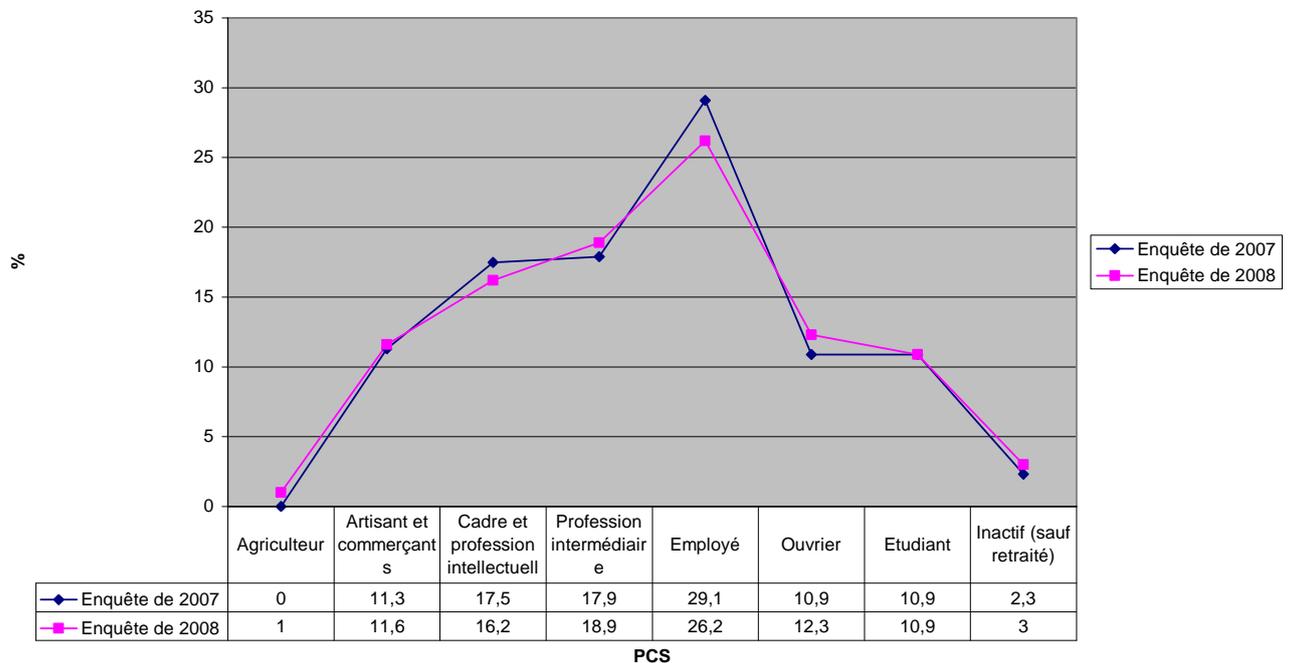


Nous avons, au sujet de l'âge, deux écarts importants. Le premier se situe sur la catégorie des 40-49 ans où nous avons une diminution de leur effectif puisqu'il passe de 23,8% à 20,5%. Le deuxième se situe sur la catégorie des 50-59 ans où cette fois nous avons une augmentation de l'effectif, passant de 9,9% à 12,3%.

La structure de l'échantillon est toutefois conservée.

Répartition de l'échantillon selon les professions.

Comparaison entre l'échantillon de l'enquête d'octobre 2007 et l'échantillon de juillet 2008 selon les Professions et Catégories Sociales (PCS) en pourcentage.



La première différence réside dans l'apparition des agriculteurs qui passent d'un effectif nul à un effectif de 1%.

Ensuite nous remarquons quelques variations significatives avec une surreprésentation de la catégorie des professions intermédiaires et des ouvriers ainsi qu'une sous représentation de la catégorie des cadres et des employés.

Ici aussi nous avons réussi à conserver la structure des catégories professionnelles et sociales.

Il ressort de cette première comparaison que nous avons deux échantillons similaires puisque les structures des variables classiques sont conservées. Nous pouvons alors effectuer nos explications sans craindre des biais trop importants qui seraient dû à des effectifs trop différents.

D) Le recodage des variables.

Il s'agit ici de présenter les différents codages que nous avons effectués sur certaines variables et que nous avons utilisés dans nos analyses. Ces différentes catégories émanant de

nos constructions et de nos hypothèses, leur exposé s’inscrit dans un souci de transparence lié à tout travail de recherche scientifique.

Par ailleurs, cette présentation ne reprend que les recodages qui n’existaient pas dans l’enquête précédente. La présentation des autres recodages est donc faite dans le précédent rapport de stage.

Le recodage du lieu de travail⁵.

Les différents lieux de travail ont été codés suivant leur localisation géographique. Ce codage permet d’appréhender l’enracinement au milieu allevardin en terme d’éloignement ou de proximité. De plus, cette classification en zones géographiques a l’avantage de regrouper des lieux relativement homogènes en matière d’exposition aux différents phénomènes naturels ou industriels.

A partir de ce cadre, nous avons réalisé deux recodages.

- Le premier comportait les 11 catégories de lieu suivantes.

Catégories	Effectifs en valeurs absolue
Aucun ⁶ (0)	15
Pays allevardins(1)	100
Institution d'Alleverd(2)	10
Alentours d'Alleverd (3)	30
Vallée du Grésivaudan(4)	28
Agglomération grenobloise (5)	55
Savoie(6)	18
Rhône alpes(7)	19
Nord France (8)	17
Sud France(9)	5
Etranger(10)	5
Total	302

- Le deuxième recoupe les catégories précédentes en sept nouvelles modalités.

Catégories	Effectifs	Remarque/Justification
Aucun	15	
Pays allevardin et institution d'Alleverd	110	Accent mis sur la localisation. Le faible effectif de la catégorie « institution d'Alleverd » ne permet pas un échantillon fiable.
Alentours d'Alleverd et Savoie	48	Alleverd est proche de la Savoie. Proche géographiquement
Vallée du Grésivaudan et	83	Zone urbaine la plus proche d'Alleverd.

⁵ Le questionnaire de l’enquête d’octobre 2007 comportait déjà des questions sur l’origine et le lieu de travail des individus mais nous n’avions pas pris le temps d’affiner ces variables et de les insérer dans l’analyse des résultats. Cette deuxième enquête est l’occasion de revenir sur ces variables. Nous nous sommes alors penchés sur le lieu de travail et l’origine des individus interrogés en juillet 2008 pour tester le rôle de la mobilité géographique sur la connaissance des risques et la définition de la situation allevardine.

⁶ La catégorie « *aucun* » correspond aux individus qui n’ont jamais travaillé.

Agglomération grenobloise		
Rhône-Alpes et Sud de la France	24	Même zone géographique, arc alpin. Activité économique similaire
Nord de la France	17	Reste de la France.
Etranger	5	Zone « exotique ».
Total	302	

Recodage du lieu d'origine.

Ici aussi nous avons façonné les catégories en fonction de la géographie et de l'éloignement d'Allevard. Elles représentent l'avant dernier lieu habité, c'est-à-dire que si un individu habitait Grenoble avant de vivre à Allevard, Grenoble sera le lieu d'origine.

Nous appréhendons ainsi un niveau de plus supplémentaire de la mobilité géographique des individus.

Les catégories sont les suivantes :

Catégories	Effectifs	Fréquences (%)
Pays allevardin (1)	84	27,8
Pays de montagne (2)	27	8,9
Agglomération grenobloise (3)	42	13,9
Rhône-Alpes (4)	51	16,9
Reste France (5)	81	26,8
Etranger (6)	17	5,6
Total	302	100

Recodage des diplômes (DIP/DI*).

Nous avons effectué deux types de recodages pour saisir les différents impacts que peut avoir la formation scolaire sur la lecture de l'environnement et la construction du risque.

Le premier recodage prend en compte le niveau de diplôme des individus. Il reprend les catégories employées lors de la première enquête. Nous pourrons ainsi faire des comparaisons et voir si le niveau de diplôme influence l'évolution des connaissances sur les risques.

Catégories	Effectifs	Fréquence (%)
Aucun/Brevet collège/Certificat d'étude(1)	78	25,83
Bac(2)	48	15,89
Bac+2(3)	40	13,25
Bac+3(4)	30	9,93
Bac+4 et plus(5)	42	13,91
BEP/CAP(6)	62	20,53
Non précisé(7)	2	0,66
Total	302	100

Le deuxième recodage prend en compte le « type » de formation et le type d'activité professionnelle auquel le diplôme destine.

Catégories	Les diplômes non-précisés (0)	Aucun (1)	Formations dites « manuelles ». (2)	Administration, bureaucratie	Monde « social ».	Les enseignants.	Monde des « sciences naturelles et techniques » (5)	Total
Effectif	53	74	62	15	20	12	78	302
Fréquence	17,5	24,5	20,5	5	6,6	4	25,8	100
Remarques		Pas de diplôme	Formations professionnelles où le rapport à l'extérieur est fort. Correspondent aux métiers de l'artisanat et aux ouvriers.	Formations dans lesquelles le rapport aux procédures bureaucratiques et aux règles juridiques est fort.	Formations qui sont tournées vers le « monde » des phénomènes sociaux.	Ces formations spécifiques, à la fois très générale pour les instituteurs et très spécifique pour les professeurs de lycée, mais surtout par leur rôle de diffuseur de savoir justifie la création d'une catégorie spécifique.	Formations dans lesquelles les sciences naturelles et techniques ainsi que l'expertise occupent des places importantes.	

Recodage des moyens de connaissances du PPR (CM*) ?

Le recodage a ici pour objectif de rendre compte des différents médiateurs au travers desquels les individus ont eu connaissance du PPR d'Allevar.

De cette manière, nous pourrons voir si le DICRIM a joué un rôle dans cette connaissance.

Nous avons créé cinq catégories :

Catégories	Effectifs	Fréquences
NSP(0)	148	49
Informations locales (1)	102	33,8
Fonction professionnelle (2)	18	6
Par la réglementation (3)	10	3,3
La mairie (4)	15	5
Interaction directe (5)	9	3
Total	302	100

Recodage sur la fonction du PPR (QO*).

Ce recodage fait suite au précédent car il permet de trier les réponses « justes ».

Nous nous sommes aperçus durant la passation des questionnaires, que les personnes confondaient souvent le PPR, qui délimite les zones à risques, et le PCS qui est une action de prévention mise en place par la commune afin d'être préparée à une situation de crise. Nous voulions alors connaître l'ampleur de cette confusion, en regardant notamment l'implication des actions locales sur celle-ci.

Nous avons trois catégories :

Catégories	Effectifs	Fréquences
Juste (1)	49	16,2
Confusion (2)	123	40,7
Ne sait pas (3)	130	43
Total	302	100

II- L'analyse descriptive et comparative des évolutions dans les représentations des Allevardins.

Le but de cette partie est de comparer les résultats obtenus sur les variables entre les enquêtes de 2007 et de 2008 pour répondre à la condition :

i) Existence d'une évolution des représentations sociales.

Ensuite, quelque soit le résultat de la comparaison, nous tenterons une explication pour comprendre la présence ou l'absence de changements.

A) L'évaluation du niveau des risques.

Nous avons conclu dans le rapport précédent que le risque était la définition d'une situation particulière représentée comme dangereuse.

Il est donc nécessaire, pour qu'un risque existe, qu'un individu perçoit des objets comme un cours d'eau ou une centrale nucléaire et qu'il leur donne un sens comme celui d'être potentiellement dangereux. Ce double mouvement de perception et de représentation reprend les éléments de la phénoménologie de Merleau-Ponty sur la primauté de l'expérience phénoménale dans la compréhension du monde.

Par ailleurs, il ne suffit pas que l'individu traduise ce qu'il perçoit comme une menace pour qu'un risque apparaisse. Il faudra encore que ce jugement soit partagé par d'autres individus.

Nous allons maintenant nous intéresser à l'évaluation du niveau de risque. Cette action, notamment par la graduation, met en œuvre ce mouvement que nous venons de développer. **Elle est le résultat d'un rapport entre la perception de phénomènes naturels ou technologiques et l'anticipation de leurs conséquences, notamment au moyen de la *reprojection* des événements antérieurs. L'évaluation est au sens propre un jugement porté sur une situation objective, autrement dit une idéalisation.**

Fig. 3.1 : Comparaison et variations.

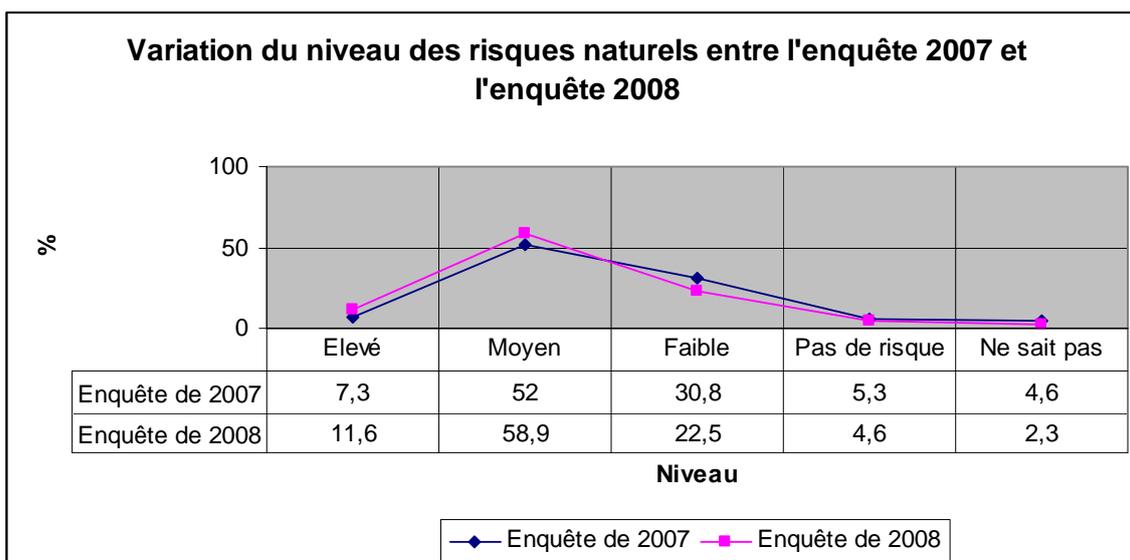
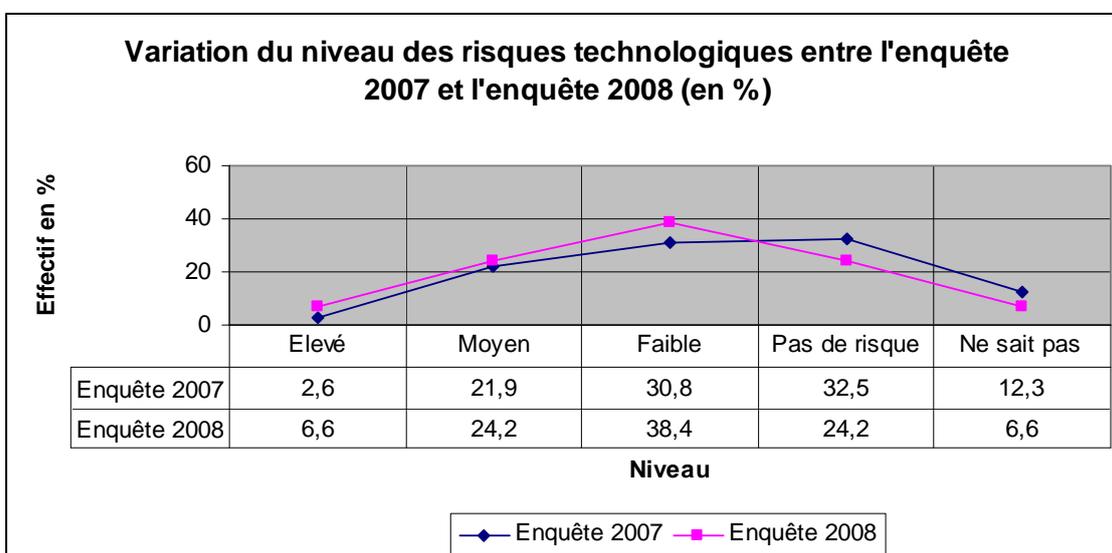


Fig. 3.2.



Les Allevardins considèrent que les risques naturels sont des menaces plus importantes que les risques technologiques puisqu'ils sont 11,6% d'individus à déclarer que les risques naturels à Allevard sont élevés (couleur bleue) contre 6,6% pour les risques technologiques.

Cette différence s'accroît lorsqu'on s'intéresse à la part que représentent les individus qui affirment que les risques sont inexistantes (couleur verte). En effet, ils sont 4,6% à affirmer qu'il n'y a pas de risques naturels contre 24,2% pour les risques technologiques.

Ces résultats confirment donc la prédominance des risques naturels que nous avons constatée dans la première enquête. Ils étaient un peu plus de la moitié à considérer le niveau de risques naturels moyen contre 1/5 environ au sujet des risques technologiques.

Il se produit malgré tout une petite évolution car nous observons une relative élévation du niveau des risques naturels et technologiques. C'est-à-dire que les individus, par rapport à la première enquête, considèrent qu'Allevard est plus fortement soumise aux risques naturels et technologiques.

Premièrement, nous observons une nette diminution de la part des individus qui considèrent que le niveau des risques (naturels ou technologiques) à Allevard est faible (*fig.3.1 et 3.2*).

Ensuite, dans le cas des risques naturels, nous remarquons une croissance du nombre d'individu qui ont choisi le niveau *élevé* ou *moyen* (*fig. 3.1*). Les effectifs passent respectivement de 7,3% à 11,6% et de 52% à 58,9.

Enfin, les individus interrogés dans la deuxième enquête font du risque technologique une modalité moins négligeable pour définir la situation allevardine. En effet, les individus qui considèrent qu'il n'y a pas de risque technologique à Allevard ne représentent plus la majorité relative. Leur effectif devient même égal à celui des individus qui qualifient le risque technologique de risque moyen (*fig.3.2*).

Ces observations indiquent par ailleurs qu'un risque n'est jamais figé mais, puisqu'il représente une situation particulière, qu'il varie selon les points de vue aussi bien sociaux, spatiaux que temporels.

B) Connaissance des risques.

La connaissance fonctionne sur le même principe que l'évaluation. C'est un processus qui nécessite la perception d'un objet et entraîne une idéalisation de l'objet qui deviendra alors une représentation de référence pour décrire d'autres objets similaires. Elle servira aussi de base pour les actions à venir.

Parler de connaissance des risques consiste donc à définir une situation objective selon qu'elle correspond à un risque ou non.

Nous obtenons ainsi trois types de connaissance

- La connaissance claire indiquée par les réponses « *existe et je sais où il se situe* » et « *non, il n'existe pas* ».
- La connaissance floue indiquée par la réponse « *je sais qu'il existe mais je ne sais pas le situer* ».
- L'absence de connaissance indiquée par la réponse « *je ne sais pas* ».

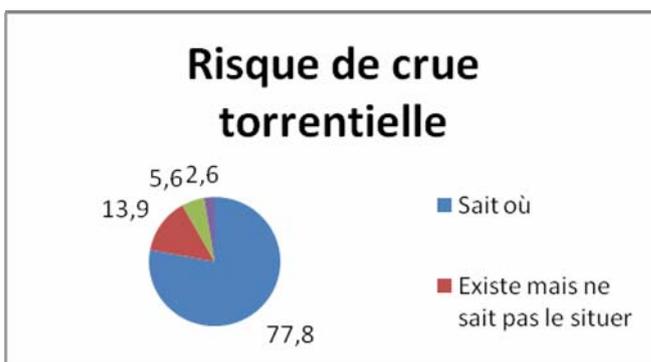
Enfin une connaissance fautive, d'une certaine manière, une connaissance puisqu'elle peut interférer la prise de décision quant aux actions à entreprendre, qu'elles soient sociales ou individuelles. D'où le rassemblement des réponses « *existe et je sais où il se situe* » et « *non, il n'existe pas* ».

Synthèse.

Nous avons une importante transformation de la répartition des réponses causées par la reformulation de la question portant sur la connaissance des risques où nous avons indiqués les quatre modalités de réponse. Les individus percevaient de cette manière plus nettement la différence entre la modalité « *non, il n'existe pas* » et la modalité « *ne sais pas* ». Ceci a eu pour effet de rendre plus claire la question et les réponses. L'augmentation de la part de la réponse « *non, il n'existe pas* » est donc, en partie, à imputer à l'effet du questionnaire.

Toutefois, cette clarification permet de retranscrire plus fidèlement les représentations de la situation allevarde qui ont cours à Alleverd.

Le risque de crue torrentielle.



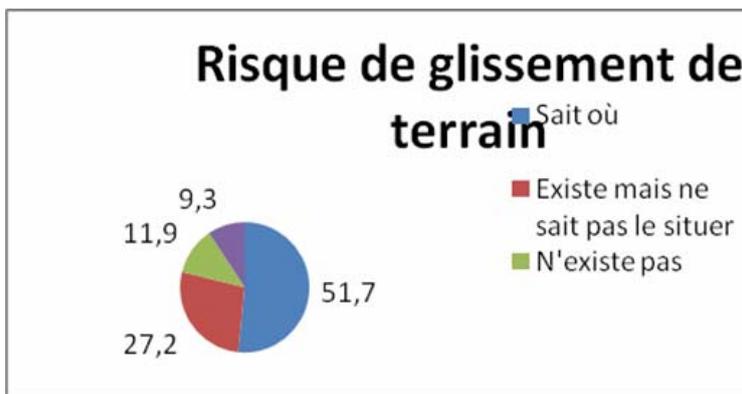
Nous observons que la crue torrentielle est un risque très connu sur la commune d'Alleverd car les trois quarts des individus que nous avons interrogés déclarent le connaître et savoir le situer. Par rapport à la première enquête, nous avons une augmentation de 15 points environ.

Il faut savoir que les individus situent essentiellement le risque de crue torrentielle sur le Breda. L'envergure pris par ce torrent peut s'expliquer par le fait qu'il soit le torrent principal d'Allevar, le plus visible et qu'il ait connu une crue récente (2005).

Parallèlement, les individus qui connaissent le risque de crue torrentielle sans pouvoir le situer représentent maintenant 13,9% contre 25% lors de la première enquête.

Enfin, la part des individus qui considèrent que la crue torrentielle n'est pas un risque qui existe à Allevar s'est accrue puisque nous passons de 3,3% à 5,6%. Si cette augmentation s'explique par l'effet du questionnaire que nous avons exposé, elle est aussi causée par la transformation de la perception du torrent et donc de la représentation de celui-ci. En effet, certaines personnes, ayant constaté que des travaux ont été réalisés sur les digues du Breda, considéraient que ce dernier n'était plus une menace pour la commune⁷.

Le risque de glissement de terrain.



Les glissements de terrain sont devenus des risques mieux connus puisque la moitié des individus déclarent pouvoir situer les zones d'Allevar où ils ont reconnu ce type de risque contre 34% lors de la première enquête.

Ce risque reste tout de même une connaissance floue pour ¼ environ des individus.

Ils n'est pas exclu par ailleurs que les individus confondent les glissements de terrain et les effondrements.

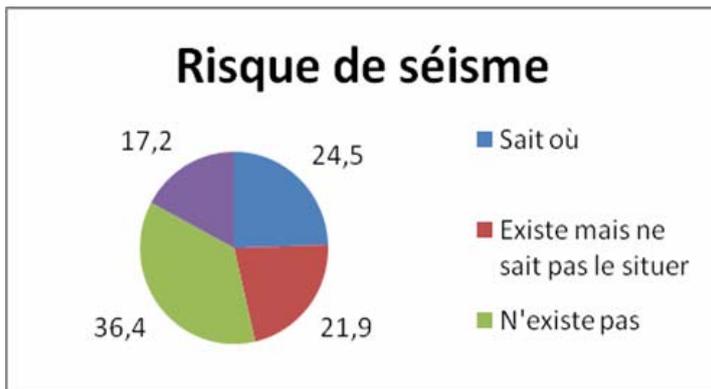
Toutefois, nous remarquons une forte augmentation des individus qui considèrent que les glissements de terrain sont des risques qui n'existent pas à Allevar. La différence est certainement à imputer au biais introduit avec la modification de la question mais il apparaît que cette nouvelle proportion se rapproche plus fidèlement de la réalité. De fait, il sera intéressant de se

⁷ D'autres personnes, suite à la représentation d'une nature toute puissante, considèrent ces travaux comme inutile.

pencher sur les causes de cette négation. Il est possible que ces individus possèdent un profil opposé aux individus pour qui les glissements de terrain sont des risques d'Allevard.

Enfin, les individus qui n'ont aucune connaissance quant à ce risque représentent 1/10 de notre échantillon.

Le risque de séisme.



Le séisme passe du statut de risque méconnu au statut de risque inexistant.

En effet, lors de la première enquête les individus qui ne savaient pas s'il y avait un risque de séisme à Allevard représentaient la moitié des interrogés (51,7%). Cette fois, nous n'avons plus de majorité absolue mais la majorité relative est représentée par les individus qui considèrent que les séismes sont des risques qui n'existent pas à Allevard (36,4%).

Les individus qui n'ont pas de connaissance sur les séismes sont maintenant les moins nombreux avec une part de 17,2%.

La proportion des individus qui déclarent que les séismes représentent un risque pour la commune d'Allevard et qui peuvent le situer a elle aussi augmenté, passant de 10% à 25% environ.

Il est d'ailleurs étonnant d'observer que les séismes, phénomènes qui se produisent sur une large échelle spatiale, soient connus mais non localisable par seulement 20% des individus interrogés.

Le risque de chute de pierres.



Nous voyons que les chutes de pierres à Allevard constituent des risques pour les $\frac{3}{4}$ des individus que nous avons interrogés parmi lesquels $\frac{2}{4}$ environ savent les situer.

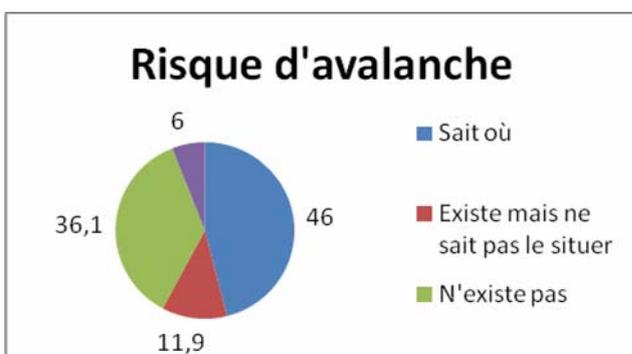
Cette première observation constitue la première différence avec l'enquête précédente. Les individus étaient plus nombreux à ne pas savoir situer les zones de chutes de pierres (38,1%) et ceux qui pouvaient les situer constituaient seulement $\frac{1}{4}$ de l'effectif total.

La deuxième différence provient de l'accroissement du nombre d'individus qui considèrent que les chutes de pierres sont des risques qui n'existent pas à Allevard passant ainsi de 3,6% à 20,9%. Un accroissement qui, logiquement, s'accompagne d'une diminution du pourcentage d'individus qui n'ont aucune idée au sujet des chutes de pierres à Allevard, passant de 32,5% à 4,6%.

Nous retrouvons une fois encore l'effet d'inversement des effectifs causé par le questionnaire.

Par ailleurs, il faudra déterminer les raisons qui ont amené 33 personnes à considérer les chutes de pierres comme des risques à Allevard, soit environ 10% de notre échantillon.

Le risque d'avalanches.



Nous voyons sur ce graphique deux tendances concernant les avalanches :

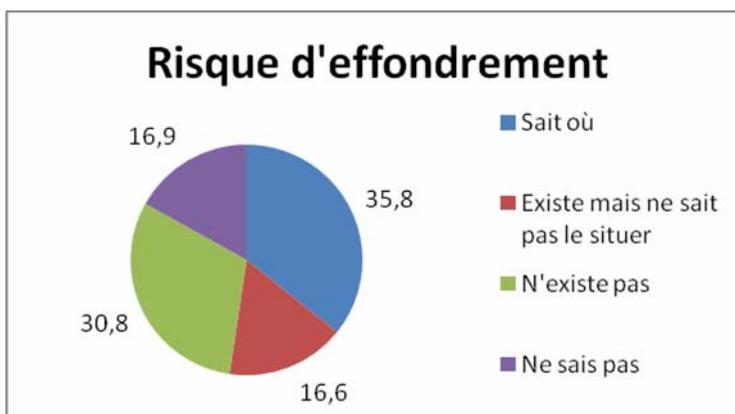
- *les individus qui les considèrent comme un risque à Allevard.*
- *les individus pour qui elles ne le sont pas..*

Il semble aussi que ces représentations de l'avalanche dépendent de la représentation spatiale que les individus possèdent d'Allevard, à savoir l'inclusion du Collet d'Allevard dans les frontières de la commune d'Allevard. On peut aussi imaginer qu'elles découlent de pratiques différentes comme celles du ski ou d'autres sports d'hiver.

D'autre part, il est possible que ces deux représentations correspondent à des caractéristiques sociales différentes comme le lieu d'habitation, la date d'arrivée, la profession ou l'âge.

Ces résultats confirment donc le caractère subjectif des risques puisque, confrontés à un même environnement montagneux, les individus ne font pas la même interprétation de l'avalanche.

Le risque d'effondrement

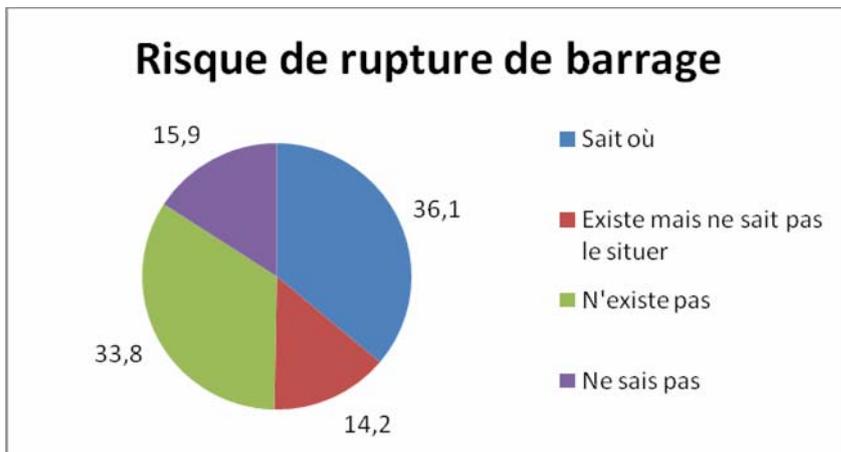


Nous observons encore une fois un inversement entre les différentes modalités puisque les individus qui déclarent que les effondrements ne sont pas des risques à Allevard sont plus nombreux que ceux qui ne savent pas alors que ces derniers représentaient la majorité lors de la première enquête.

Cependant, nous voyons une forte augmentation du nombre d'individus qui savent où se situe le risque d'effondrement sur Allevard. Ils représentent même la majorité relative de l'échantillon. Nous regarderons si le DICRIM a pu en faciliter la diffusion.

Il est possible aussi que les individus confondent et amalgament les effondrements et les glissements de terrain dans le même type de phénomène.

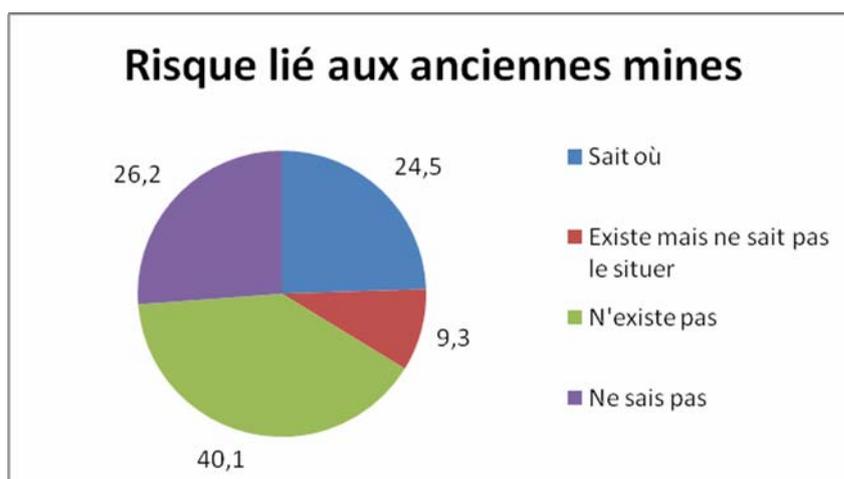
Le Risque de rupture de barrage



Les ruptures de barrages demeurent une croyance chez les individus que nous avons interrogés à Allevard. Cette croyance s'est même affinée puisque 36,1% des individus savent où sont les barrages présentant un danger pour Allevard contre 17,1% lors de la première enquête.

Parallèlement nous observons que la modalité contraire, « les barrages ne sont pas des risques pour Allevard », a été choisie par 33,8% des individus. Hormis l'effet du questionnaire, nous remarquons que nous sommes en face d'un certain antagonisme entre négation et affirmation.

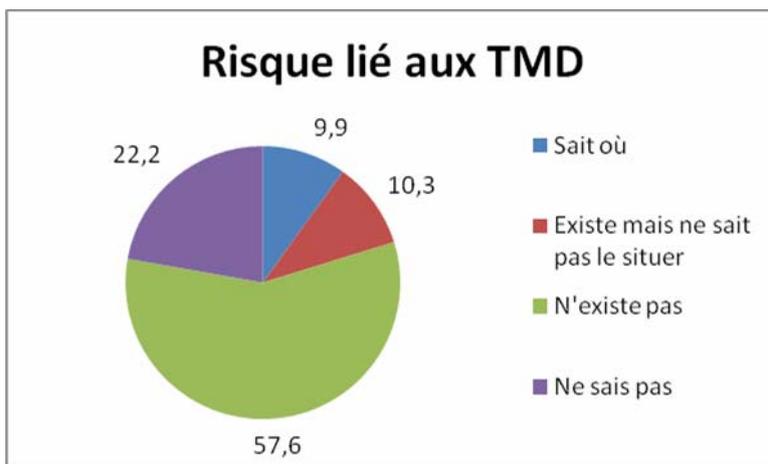
Le risque lié aux anciennes mines.



Les anciennes mines ne sont pas considérées comme des risques pour Allevard par la majorité des individus interrogés. Les mines ne fonctionnant plus depuis les années 1930, il est difficile d’imaginer qu’elles puissent être un danger pour autrui.

Les individus qui considèrent les mines comme un risque pour Allevard (parts bleues et rouges) font souvent ce jugement à partir d’une association entre celles-ci et l’effondrement de Montouvrard.

Les Transports de Matières Dangereuses.



Les TMD sont devenus une activité jugée sans risque pour Allevard puisque les camions n’ont pas le droit de passer par Allevard.

Malgré tout, les TMD conservent leur statut de risque flou. Nous observons en fait une certaine forme de suspicion à l’égard notamment des produits chimiques et une méfiance par rapport aux non-dits qui touchent ce type d’activité.

C) Les préoccupations des individus.

En portant notre regard sur l'évaluation et la connaissance des risques, nous nous sommes jusqu'à maintenant intéressés aux représentations que les individus produisaient quant au milieu allevardin.

La traduction d'une situation en risque d'un certain niveau ou le fait de représenter un torrent au travers d'un risque de crue torrentielle font appel à un jugement des individus sur ce qu'ils perçoivent.

Toutefois, un risque n'est pas une simple interprétation d'une situation. Il se compose aussi d'une opération de calcul dans laquelle le phénomène imaginé est rapporté à la probabilité de sa réalisation et aux conséquences engendrées. C'est par ce calcul que le risque, en tant que représentation, prend son sens et que les individus orientent leurs réactions mais aussi leurs actions. Duclos montre par exemple que les pratiques dangereuses des ouvriers de l'industrie chimique sont motivées par la confiance qu'ils ont de leur savoir-faire et ce malgré leur grande connaissance des risques chimiques⁸. Nous avons pu nous même observer ce décalage entre la connaissance des risques et les positions adoptées par les individus lors de la première enquête.

Ce calcul prend en compte trois dimensions de référence :

- Les événements du passé qui permettent d'évaluer l'importance du phénomène et la capacité de réaction ou de résistance.
- Les autres risques. Autrement-dit, est-ce le risque de crue torrentielle ou le risque automobile que je considère comme le plus dangereux ?
- Les autres situations spatio-temporelles. Est-ce à Allevard qu'on craint le plus de choses ?

Dans notre questionnaire nous avons traduit ce calcul par la préoccupation des individus occasionnée par les risques à Allevard.

⁸ Duclos, D., *La construction sociale du risque : le cas des ouvriers de la chimie face aux dangers industriels*, Paris, in *Revue française de sociologie*, 1987, vol. XXVIII.

La préoccupation des individus vis-à-vis des risques naturels et des risques technologiques à Allevard.

Figure 1

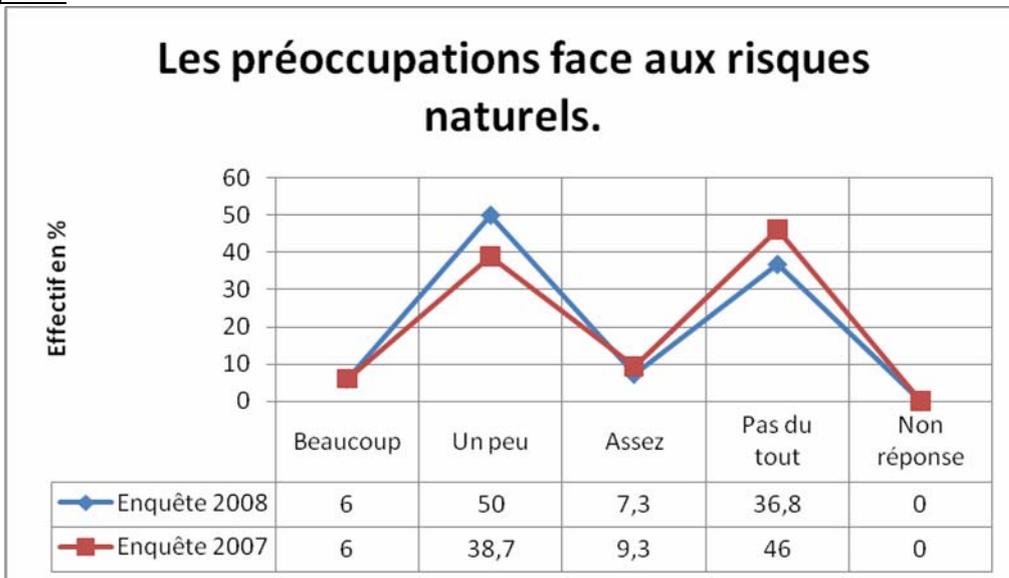
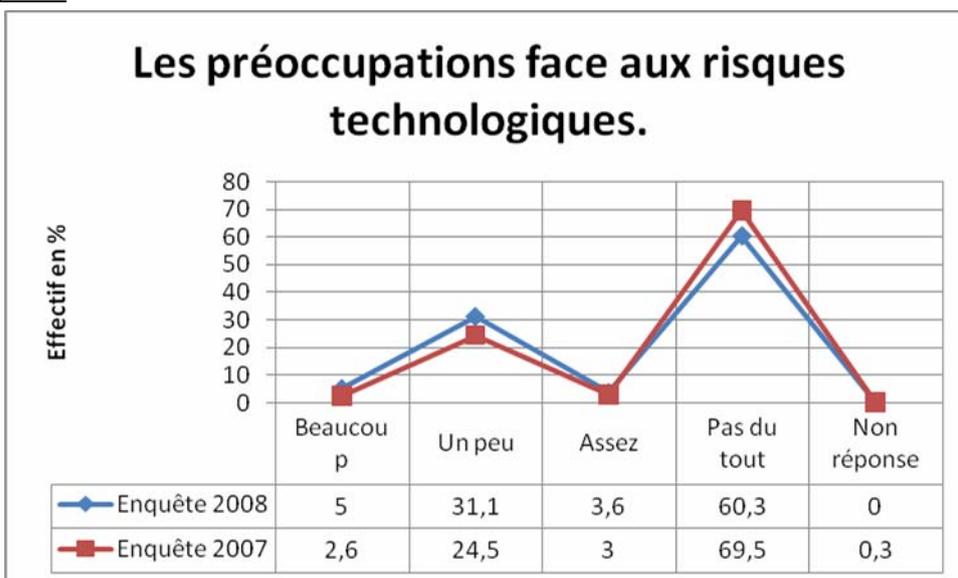


Figure 2



La comparaison des deux courbes, dont chacune représente les « niveaux » de préoccupation des individus pour la première enquête (en rouge) et la deuxième (en bleu), nous permet d'observer une modification intéressante au sujet des préoccupations face aux risques naturels.

Bien que les risques, naturels ou technologiques, ne soient pas encore des sujets de préoccupation majeurs chez les individus interrogés, il se trouve que la sensibilité face à ceux-ci s'est accrue entre les deux enquêtes.

En effet, nous avons une baisse significative du nombre d'individus qui se considèrent « pas du tout préoccupés » par les risques naturels (de 46% à 36,8%) et, parallèlement, une augmentation du nombre d'individus qui se déclarent un peu préoccupé (de 38,7% à 50%). Par ailleurs cette accroissement est d'autant plus intéressant qu'il fait suite à l'augmentation du niveau des risques à Alleverd⁹.

Nous retrouvons le même phénomène mais dans des proportions moindre pour les risques technologiques. Toutefois, contrairement aux risques naturels, la grande majorité des individus interrogés restent pas du tout préoccupés par les risques technologiques.

Il sera important de voir le ou les facteurs responsables de ce changement et de vérifier si le DICRIM et les différentes actions de prévention engagées (Plan Communal de Sauvegarde...) font partie de ces facteurs.

Une hiérarchisation des risques à travers les préoccupations.

Avant de débiter la description du graphique suivant, nous aimerions préciser son fonctionnement et justifier son utilisation.

Le graphique triangulaire est tracé à partir des tris à plats de l'enquête. Il a donc pour but de reproduire spatialement ce que nous pouvons lire dans les tableaux.

Cette représentation, réalisée à l'aide du logiciel Tri deux, place la variable que l'ont souhaite analyser en fonction des sommets du triangle qui correspondent chacun à une modalité de la variable. La lecture se fait ensuite de la manière suivante :

Plus une variable se rapproche de l'un des sommets, autrement dit d'une modalité, plus grand est le nombre d'individus ayant choisi cette modalité.

Cependant, le graphique triangulaire ne permet que l'analyse des variables contenant au maximum trois modalités de réponses. Dans le cas où une variable comporte plus de trois modalités, le calcul ne prendra en compte que les trois premières modalités et considérera les autres modalités comme des non-réponses. Celles-ci seront ensuite exclues des calculs. De fait, pour une variable, si 200 personnes sur 302 n'ont pas répondu, le calcul se fera alors à partir des 102 personnes restantes.

Nous avons choisi cette représentation pour les questions portant sur la classification des risques préoccupants car elle permet une lecture rapide de la hiérarchisation des différents

⁹ Voir la partie sur l'évaluation du niveau des risques.

risques et simplifie ainsi l'analyse des résultats. Ce graphique triangulaire permet de reproduire une certaine triangulation des trois choix opérés par les individus.

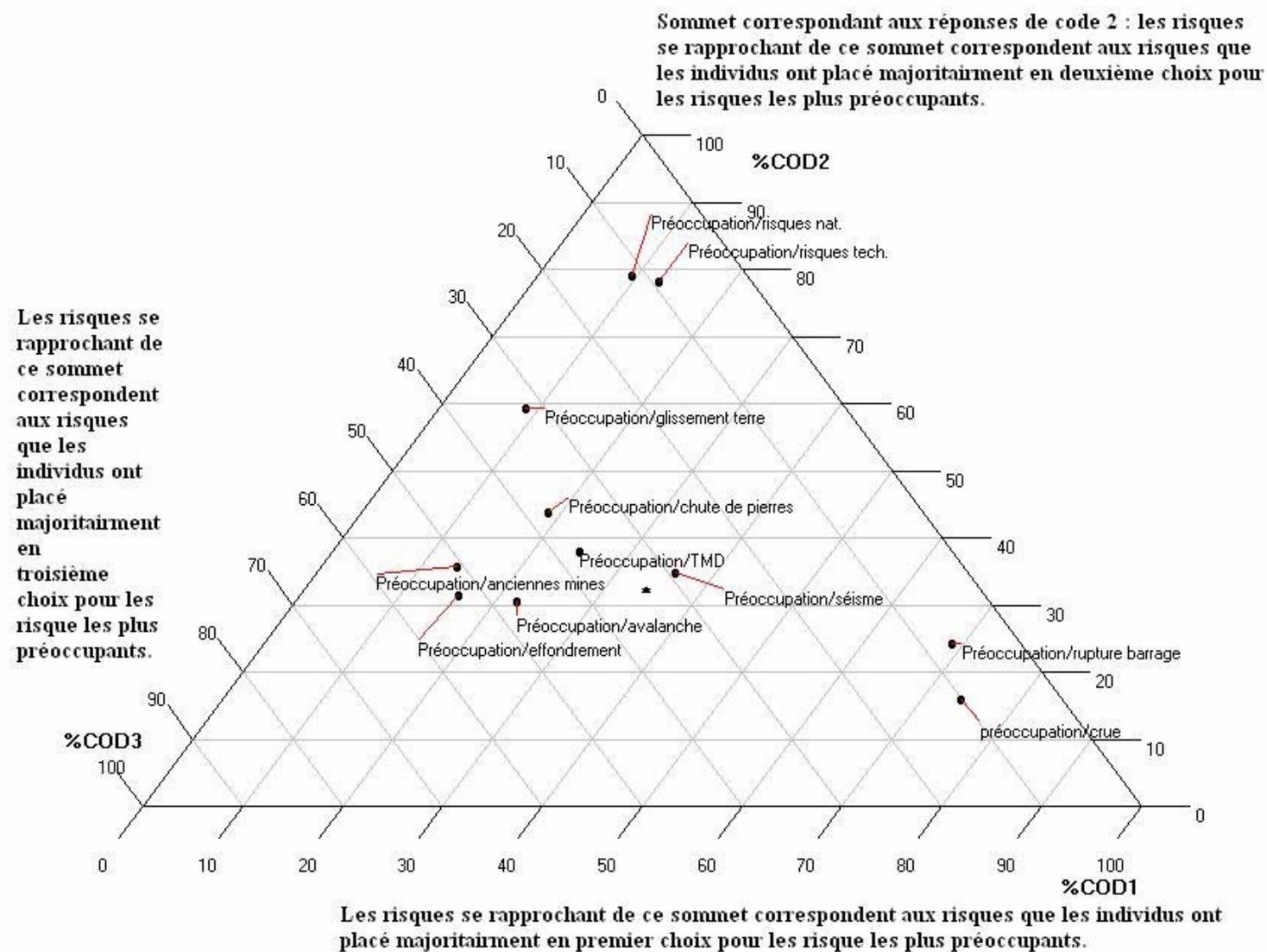
Enfin, la non sélection d'un risque signifie tout autant de chose puisque les individus déclarent ainsi qu'il n'est pas préoccupant pour eux. La limite du graphique, qui ne prend pas en compte les non-réponses et donc cette non sélection, a alors pour conséquence de cacher une partie importante de la représentation des individus vis-à-vis de la situation allevardine.

Nous avons alors regroupé les modalités 2 et 3¹⁰ car nous nous sommes aperçus que les risques placés à ces positions avaient la même signification en termes de préoccupation.

Nous avons laissé, à titre de comparaison, le graphique triangulaire avant le recodage.

¹⁰ Cela correspond aux risques choisis en deuxième et troisième position. Voir questionnaire.

Figure 3



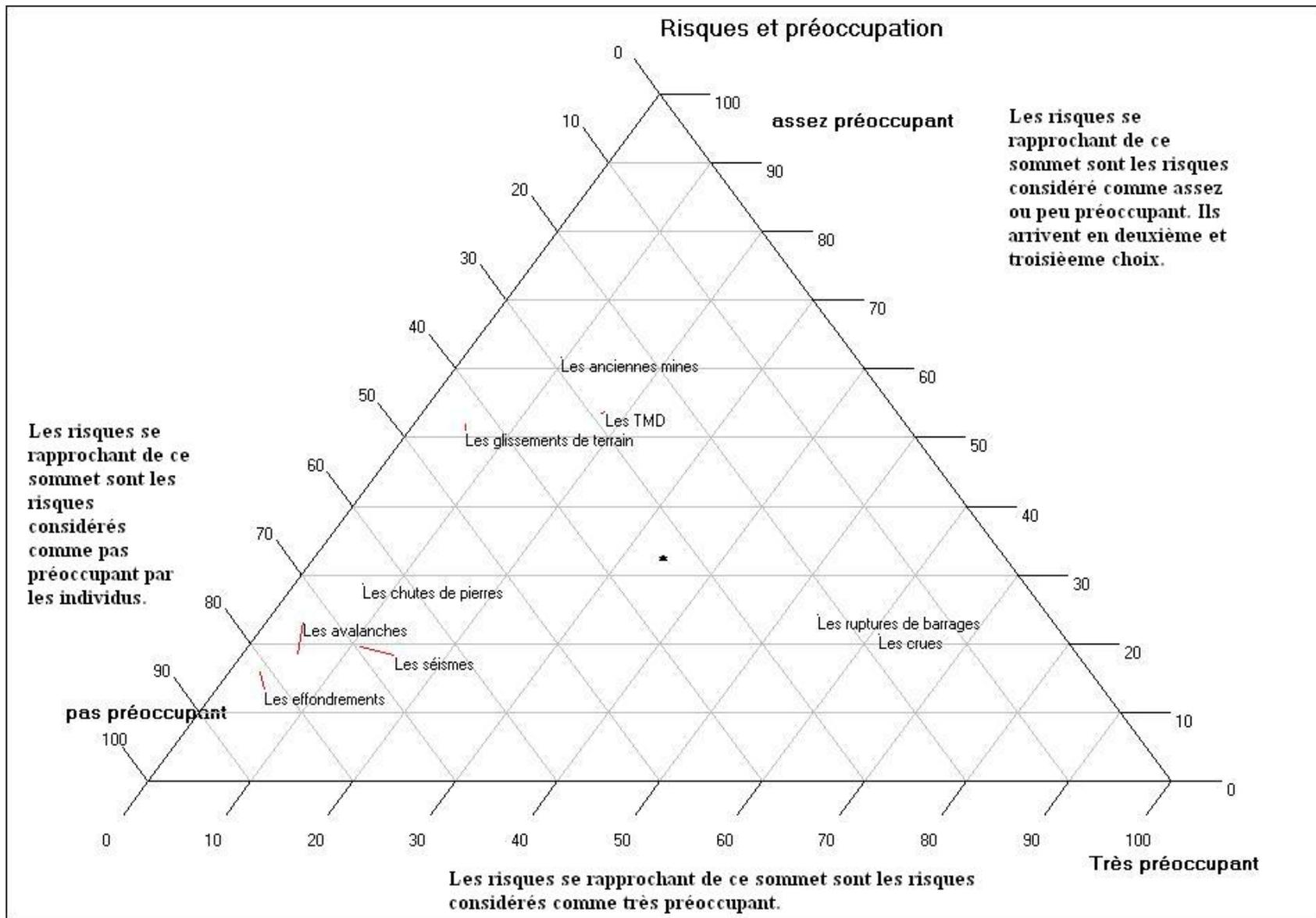


Figure 4.

La classification des phénomènes naturels ou des activités humaines dans la pyramide des préoccupations découle des croyances diffusées au sein du milieu allevaradin.

La hiérarchisation des phénomènes naturels place la crue torrentielle en haut des risques les plus anxiogènes. En effet, près des 2/3 des individus l'ont placée en premier choix. Elle est suivie par les glissements de terrain qui sont des phénomènes assez préoccupants et les chutes de pierres qui se situent à la frontière de l'indifférence. Le record de l'indifférence est occupé par les effondrements avec plus de 80% des individus qui ne l'ont pas choisi parmi les trois risques à classer.

Au-delà de l'anxiété qu'un phénomène peut causer chez les individus, ce classement nous donne quelques indices quant à la formation du risque dans une société donnée.

Nous avons pu voir dans l'enquête précédente que les risques étaient des définitions de situations spécifiques mettant en avant un caractère dangereux. Nous avons vu aussi que ce type de définition nécessitait une distribution parmi un certain nombre d'individus et interagissant entre eux pour perdurer. Un phénomène perçu devient risque dès lors que son caractère dangereux est partagé par plusieurs individus. Pour prendre un exemple actuel, les ondes émises par les téléphones portables ainsi que les antennes relais n'ont été reconnues comme des risques que lorsque plusieurs rapports d'experts démontrèrent une corrélation entre celles-ci et certains troubles physiologiques. De fait, le risque est la définition d'une situation particulière auxquelles les individus accordent leur crédit.

Cette croyance est ici saisie par les préoccupations des individus. En déclarant que la crue torrentielle est préoccupante, les individus acceptent de définir ce phénomène, et plus généralement le ruisseau ou la rivière, comme quelque chose de dangereux.

On comprend ainsi certains écarts observés entre les préoccupations et les connaissances. Le fait que les effondrements, phénomènes connus par 1/3 des individus interrogés, ne soient pas préoccupants à 81,1%, soient 4/5 de l'échantillon, indique que les individus ne croient pas au fait que les effondrements représentent un danger pour eux ou pour Allevard.

Le processus qui transforme une activité humaine en une activité préoccupante est le même que celui indiqué ci-dessus. De la même manière que les phénomènes naturels, une activité devient un risque car plusieurs individus partagent l'idée qu'elle peut être nuisible pour leur santé ou leurs biens.

L'angoisse vis-à-vis des barrages est ainsi liée à la diffusion d'une croyance qui met en cause ces derniers pour expliquer la crue du Breda de 2005. Une croyance d'autant plus

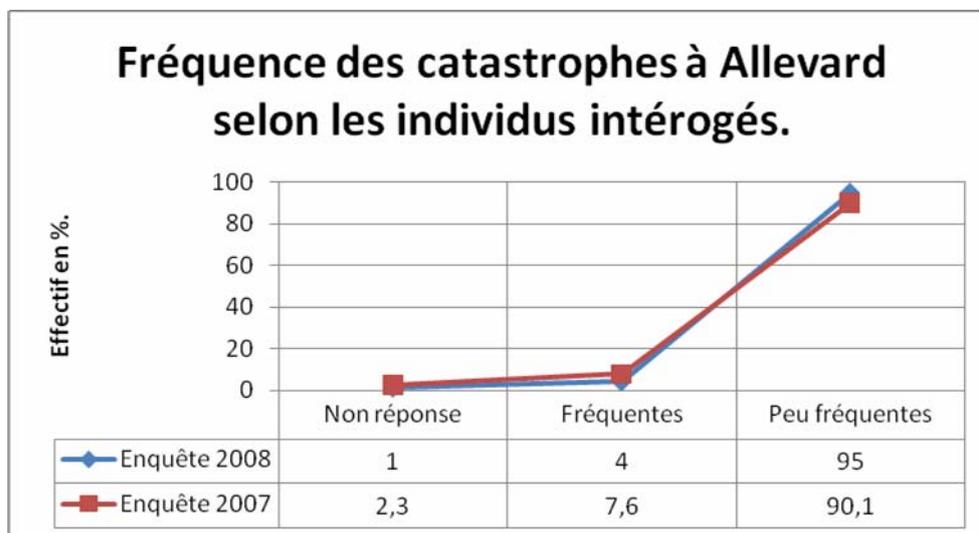
admise qu'elle permet de comprendre un événement perçu, inscrit dans l'histoire d'Allevard et dans la politique de la commune.

Enfin, on observe le rôle de la perception dans la formation des risques. Il semble ainsi qu'elle soit la preuve la plus solide pour que les individus acceptent de définir une situation comme dangereuse. Les risques les plus préoccupants concernent ainsi les phénomènes qui ont été assez importants pour être perçus des individus. Le trou de Montouvrard est défini par beaucoup de personnes comme un glissement de terrain. De fait, les préoccupations provoquées par les glissements de terrain se comprennent par la confusion, ou plutôt le rapprochement, entre ce phénomène et les effondrements. Cela explique parallèlement l'indifférence que provoquent les effondrements.

D) Après les risques, les catastrophes.

La fréquence des catastrophes à Allevard selon les individus interrogés.

Figure 4

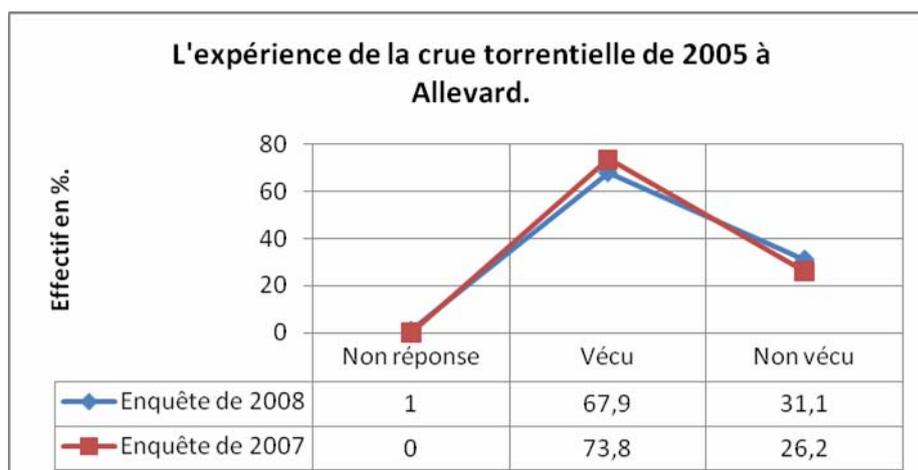


La fréquence des catastrophes à Allevard reste faible pour les individus interrogés et les variations sont trop peu importantes pour exprimer un changement de représentation.

Cette stabilité peut s'expliquer par le fait qu'aucune catastrophe ne s'est produite entre les deux enquêtes.

L'expérience de la crue torrentielle de 2005 à Allevard.

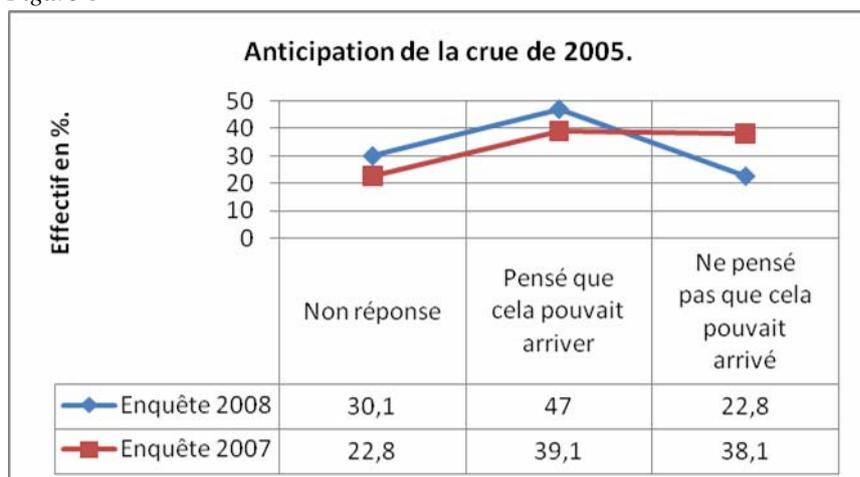
Figure 5



La majorité des individus interrogés ont vécu la crue torrentielle de 2005 et cette situation n'est pas différente de celle observée en 2007. Cela s'explique par le fait que les Allevardins constituent l'essentiel de notre échantillon. La situation inverse serait étonnante.

L'anticipation de la crue.

Figure 6



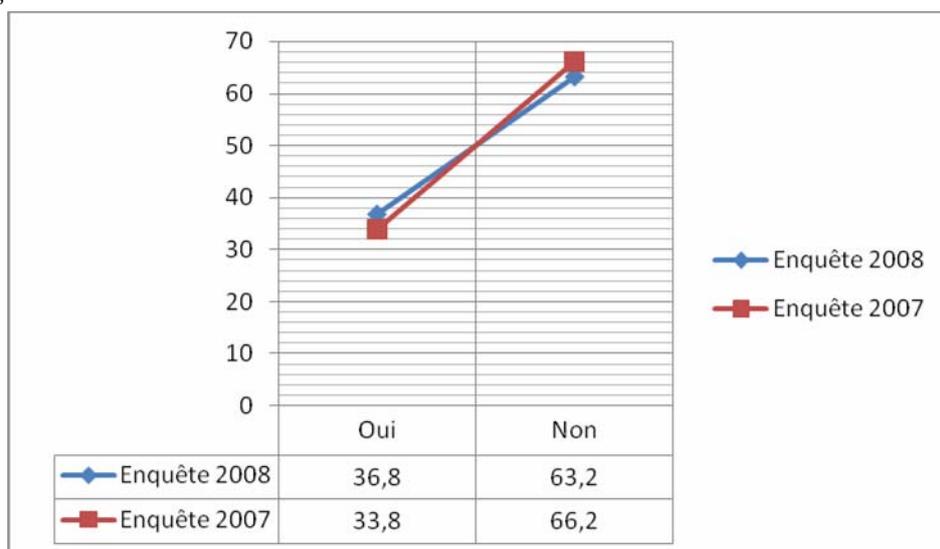
A travers cette question, nous souhaitons voir si la crue torrentielle était un phénomène « banal » du milieu allevardin en partant de l'hypothèse qu'une chose banale est une chose à laquelle on s'attend.

Nous sommes étonnés de voir un tel accroissement de l'écart entre la part des individus qui déclarent avoir anticipé la crue et ceux qui ne l'ont pas anticipée dans l'enquête de 2008.

Il faudra utiliser les tris croisés pour mettre en relief les facteurs responsables de cette évolution. Il est fort possible qu'elle soit causée par la formulation de la question et sa compréhension par les individus.

Les autres expériences de phénomènes catastrophiques.

Figure 7

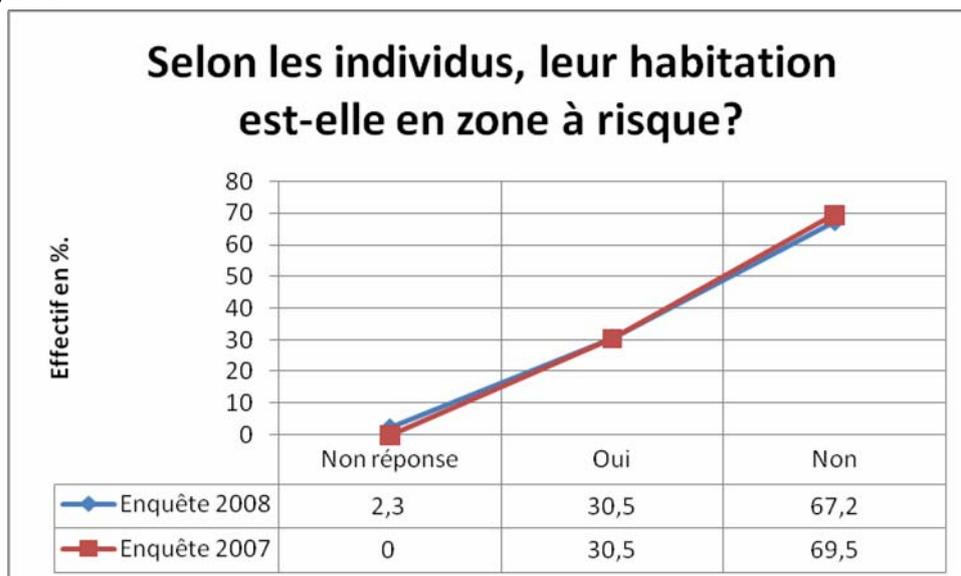


La part des individus ayant vécu d'autres catastrophes, que ce soit dans le passé ou ailleurs, est restée stable puisque nous constatons une très faible variation de la répartition.

Les évolutions que nous avons observées par rapport aux connaissances, aux évaluations du niveau de risque ou encore aux préoccupations ne pourront pas être expliquées par un accroissement du nombre d'individus ayant vécu d'autres catastrophes.

E) Zones habitées et Zones à risques.

Figure 8



Il est clairement observable que la représentation de la zone habitée comme étant une zone à risque est une représentation peu diffuse chez les individus et qui est difficilement diffusable puisque nous retrouvons exactement la même répartition entre l'enquête de 2008 et l'enquête de 2007. D'autant plus que la répartition géographique a été correctement respectée.¹¹

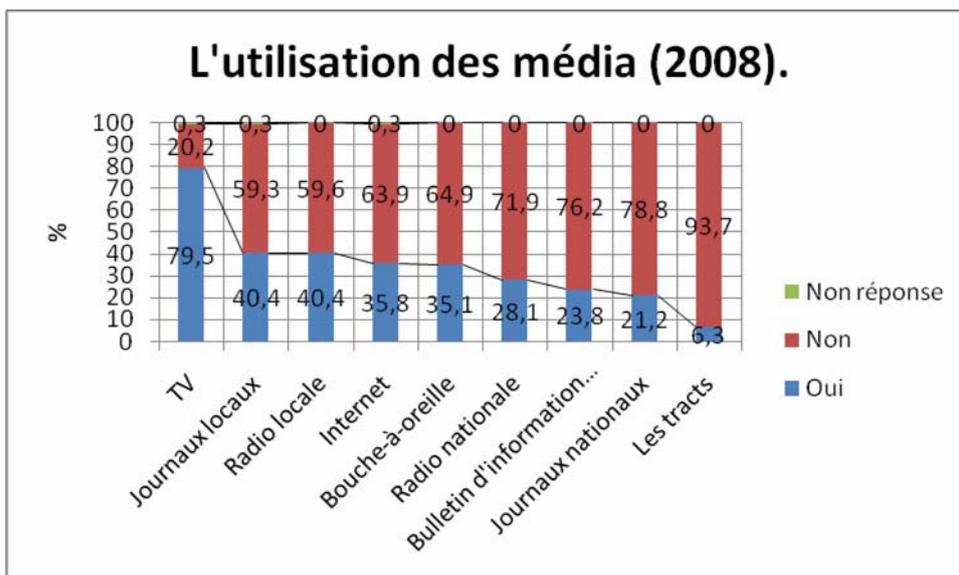
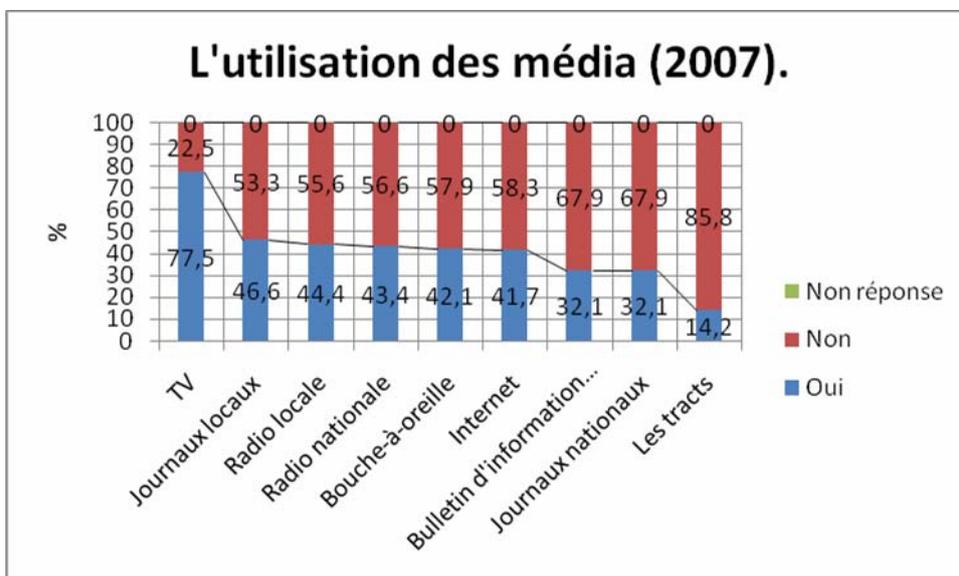
La raison de cette résistance serait l'évitement d'une dissonance cognitive qu'entraînerait la qualification de l'habitation, lieu de l'intimité et de la protection individuelle, comme lieu de danger.

Cette négation du risque sera à croiser avec les préoccupations des individus.

¹¹ Cf. la répartition géographique, p. 4.

F) Les média et la médiatisation des risques majeurs.

Les média que les individus utilisent pour leur information quotidienne.



Dans le haut du tableau, c'est-à-dire parmi les média les plus utilisés, la hiérarchie est peu bouleversée. La télévision est toujours le moyen le plus utilisé pour accéder à l'information et elle reste suivie des média de masse locaux comme la radio et le journal local.

Il en va de même pour le bas du tableau puisque le tract est le moyen le moins utilisé. La presse nationale est encore avant-dernière avec une « audience » de 21,2% et le bulletin d'information communal reste à la septième position avec 23,8% des individus qui l'utilisent.

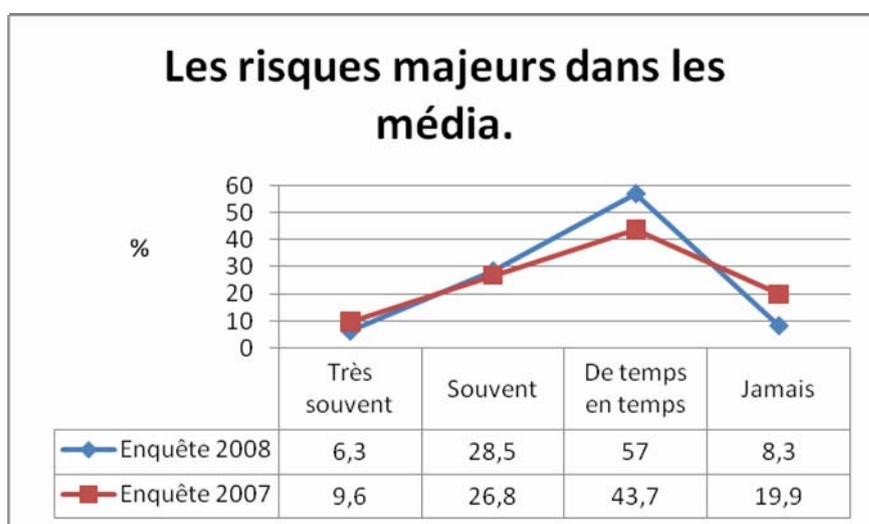
Par contre, nous observons une forte baisse des « auditeurs » des radios nationales (on passe de 43,4% en octobre 2007 à 28,1% 2008). Ce moyen d'information passe alors derrière

le bouche-à-oreille et Internet. D'ailleurs, ce dernier est devenu le quatrième médium pour l'information avec 35,8% d'individus déclarant utilisé Internet pour leurs informations générales.

Enfin, sauf pour la télévision, nous pouvons remarquer une baisse générale de l'utilisation de ces média comme moyen d'information.

Horsmis l'hypothèse des vacances durant lesquelles les individus prennent du recul vis-à-vis de l'actualité et se restreignent au strict minimum, il nous est impossible d'expliquer cette baisse.

La place des risques dans les média.

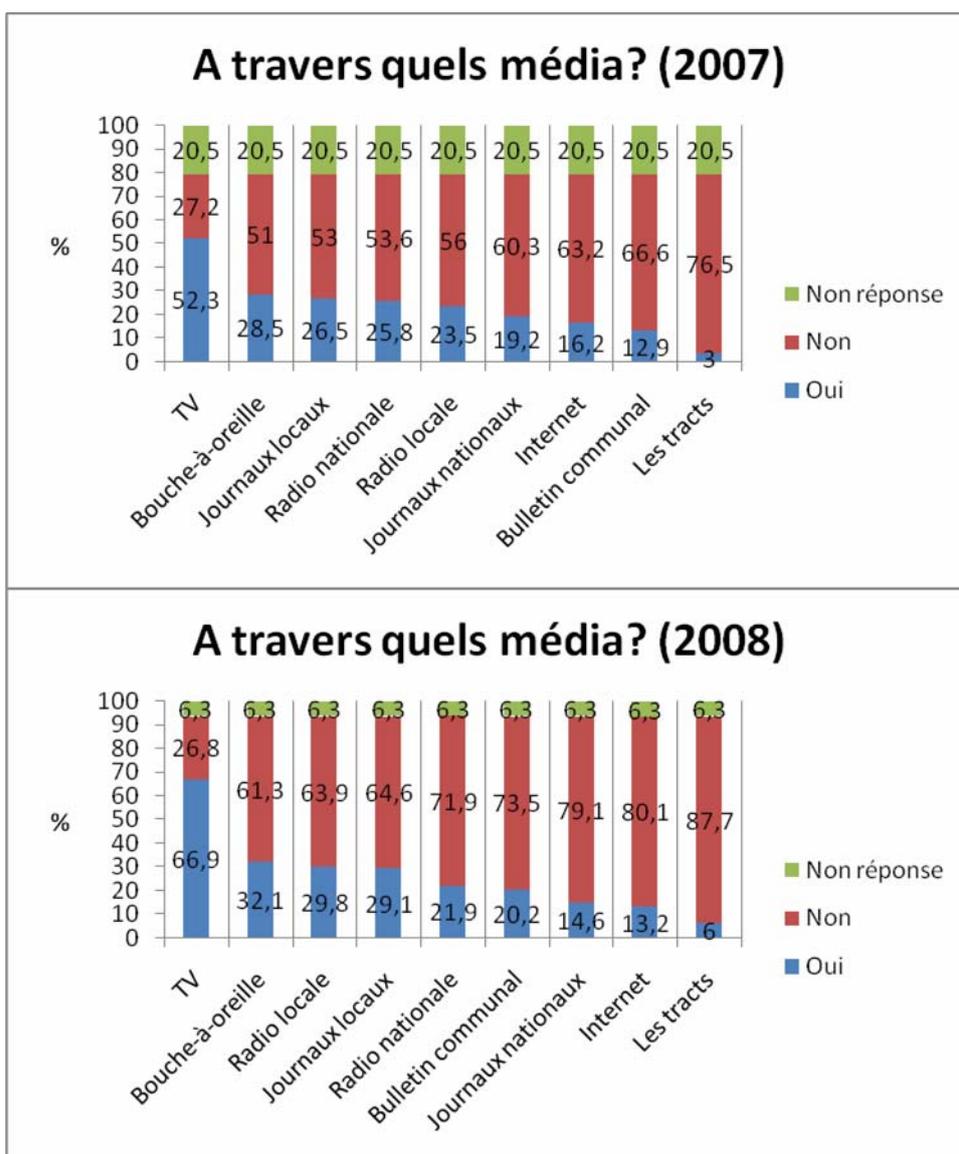


Nous pouvons remarquer, à l'aide du graphique suivant, deux phénomènes opposés avec la diminution des parts des deux modalités extrêmes (« *très souvent* » et « *jamais* ») et l'augmentation des modalités « moyennes » (« *souvent* » et « *de temps en temps* »).

La diminution nette du nombre d'individus qui n'entendent jamais parler des risques dans les média semble indiquer un accroissement de la sensibilité des individus vis-à-vis de ce type de message. Autrement dit, les messages sur les risques ont réussi à sortir de l'anonymat.

Il sera intéressant de regarder l'effet du DICRIM sur cette sensibilisation.

A travers quels média ?



Cette question suit celle sur la place des risques majeurs dans les média. Nous voulions ainsi connaître les média par lesquels les messages sur les risques étaient perçus. De fait, les individus qui n'entendaient jamais parler des risques ont été exclu de cette question. C'est pour cela que la part des non-réponses est stable dans les deux enquêtes. D'autre part, comme la part des individus qui n'entendent jamais parler des risques a diminué, le nombre de non-réponse a diminué d'autant.

Les deux graphiques précédents nous permettent de constater que la majorité des individus perçoivent les messages sur les risques à travers les mêmes média qu'en 2007. Nous pouvons voir ainsi que 2/3 des individus perçoivent ce type de message à travers la télévision. Elle est suivie par des média qui possèdent une dimension locale avec le bouche-à-oreille, la radio

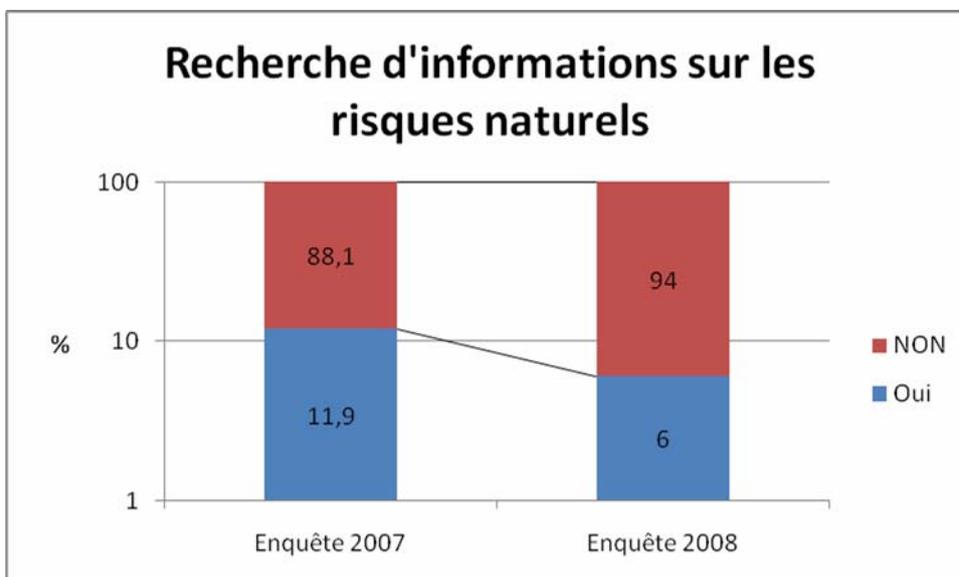
locale et les journaux locaux. Par ailleurs la radio locale a pris la place de la radio nationale. Ces médias sont aussi les moyens d'information les plus utilisés par les individus.

Les messages sur les risques majeurs semblent faire l'objet d'un double traitement médiatique.

- *D'une part, la prédominance de la télévision semble indiquer une certaine généralisation des messages sur le risque. Les risques sont alors des représentations adressées à tous les téléspectateurs par delà leurs ancrages géographiques respectifs.*
- *D'autre part ils apparaissent très contextualisés et attachés à la vie sociale locale en s'immiscant dans les interactions de face-à-face (le bouche-à-oreille) ou en étant repris par les systèmes d'information locaux (presse locale et radio locale).*

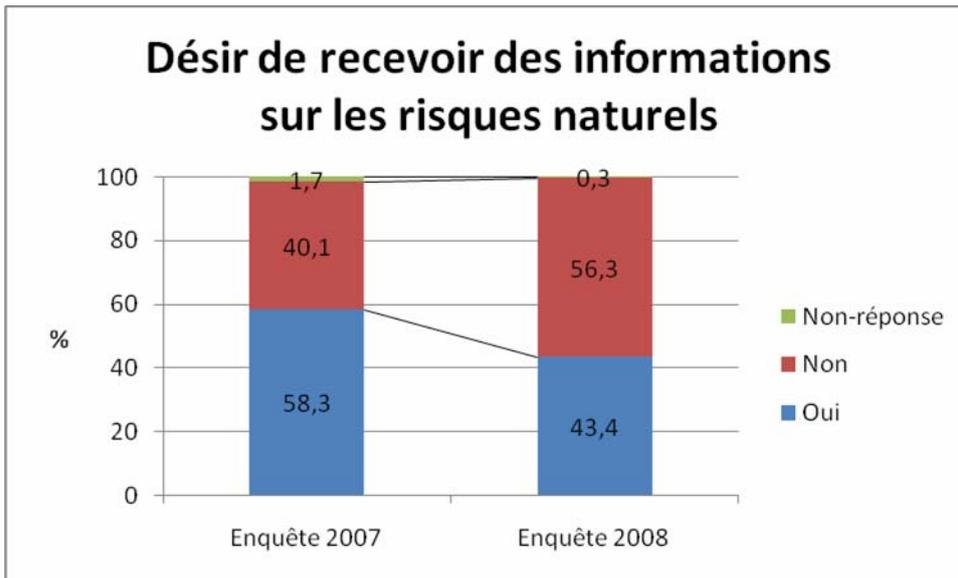
Malgré tout, il faut noter la grande proportion des individus qui n'entendent pas parler des risques à travers les médias proposés, mis à part la télévision dont la part de « non » s'est même réduite. La cause peut être la baisse de l'utilisation des médias que nous avons constatée plus haut. Cela peut indiquer aussi que les risques occupent une place faible dans l'information quotidienne.

La recherche d'information sur les risques naturels.



La recherche d'information sur les risques naturels reste une activité peu répandue parmi les individus interrogés. La part des individus qui déclaraient le faire a même diminué. Il faudra alors voir si le DICRIM a eu un effet sur cette baisse.

L'attente d'informations sur les risques naturels.

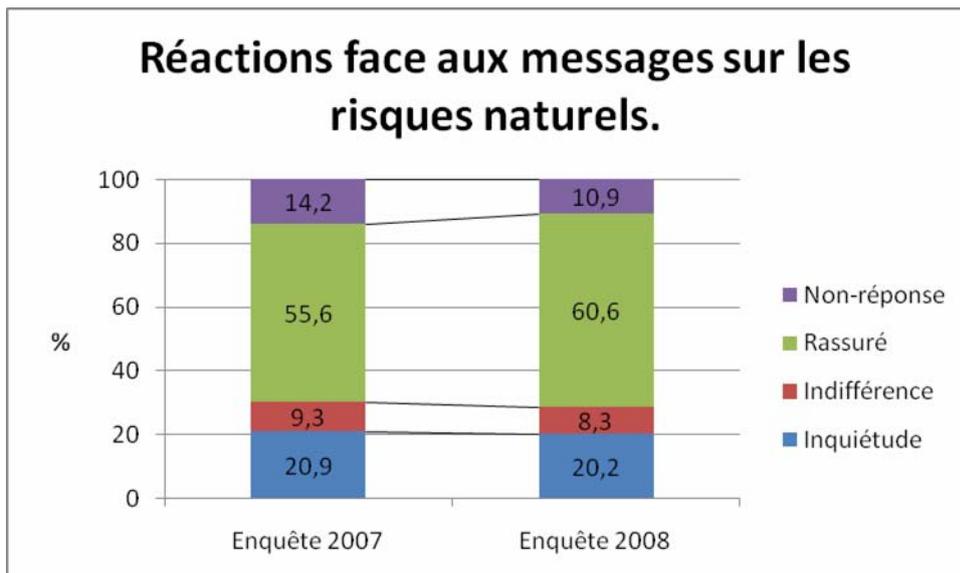


Ce graphique, qui représente en quelque sorte la demande d'information en matière de risque naturel, confirme la réticence des individus face à ce type de message.

Ici aussi il sera intéressant de vérifier si le DICRIM a eu un effet sur la diminution du nombre d'individus désirant recevoir des informations sur les risques.

Enfin, la question était parfois litigieuse car les individus avaient l'impression qu'on leur vendait un produit.

Les réactions face aux informations sur les risques naturels.

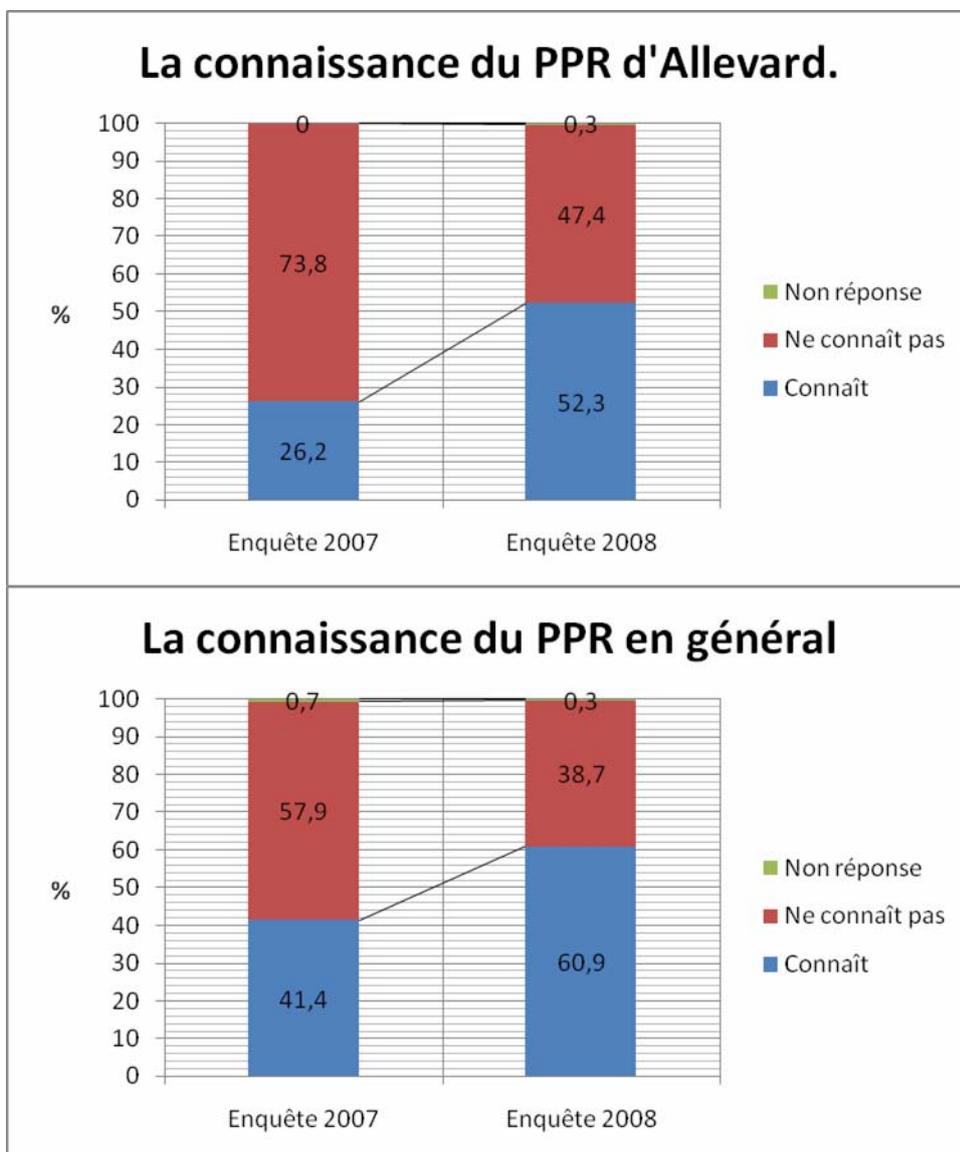


La part des individus qui déclarent être rassurés par les informations sur les risques naturels a augmenté, tandis que la part des individus indifférents, bien que l'écart soit trop faible pour être significatif, a diminué.

Serait-ce un effet du DICRIM et autres actions menées sur Allevard depuis le PPR ?

G) La connaissance des actions entreprises pour réduire les situations jugées risquées.

Le Plan de Prévention des Risques prévisibles.



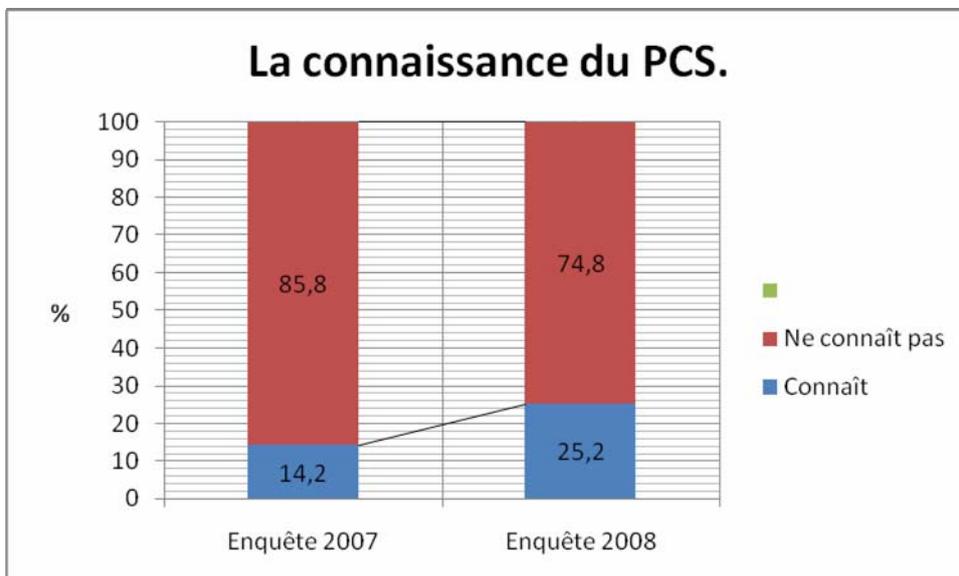
Les résultats montrent clairement que le PPR d'Allevard ainsi que sa fonction semblent être mieux connus par les individus interrogés.

Cependant, nous n'avons pas encore pris en compte les définitions du PPR que les individus nous ont donné pour trier les « bonnes » et les « mauvaises » connaissances. Or nous nous sommes aperçus durant la passation des questionnaires qu'ils confondaient souvent le Plan de Prévention des Risques avec le Plan Communal de Sauvegarde et le DICRIM¹².

Néanmoins, cette confusion étant apparue aussi durant l'enquête de 2007, il est juste de considérer que les individus, en particulier les Allevardins, ont acquis une plus grande connaissance des actions entreprises par la commune et de leur raison.

Il sera intéressant d'observer l'impact du DICRIM sur cette hausse de connaissance.

La connaissance du Plan Communal de Sauvegarde.



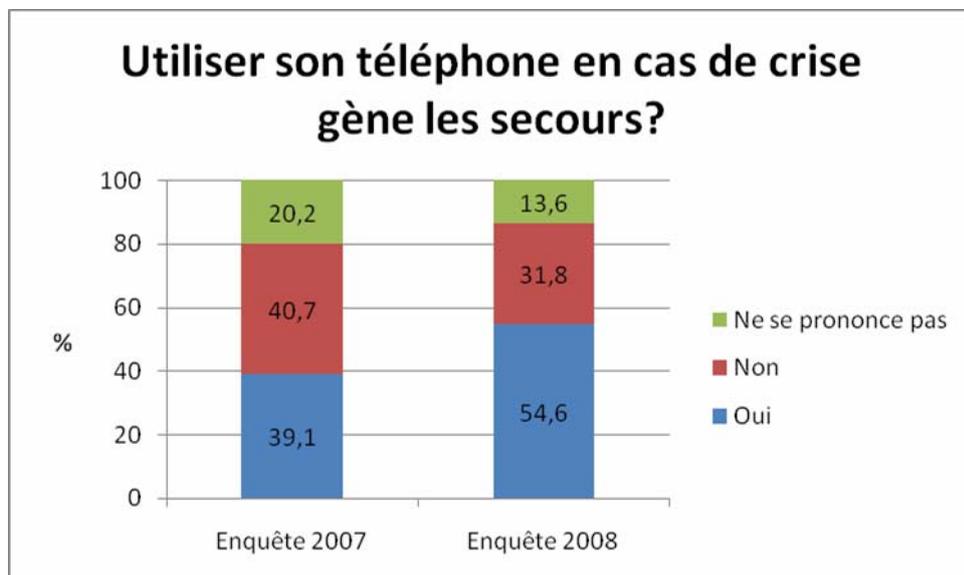
Nous observons la même situation avec une augmentation du nombre d'individus connaissant le PCS.

Cependant, la proportion reste faible comparé aux résultats pour le PPR. Cela s'explique par la confusion des termes qui rend difficile la définition du PCS.

¹² Cette confusion a été relevée aussi dans les réponses données par des responsables locaux (élus et techniciens). On peut alors penser qu'ils ont diffusé leur propre erreur.

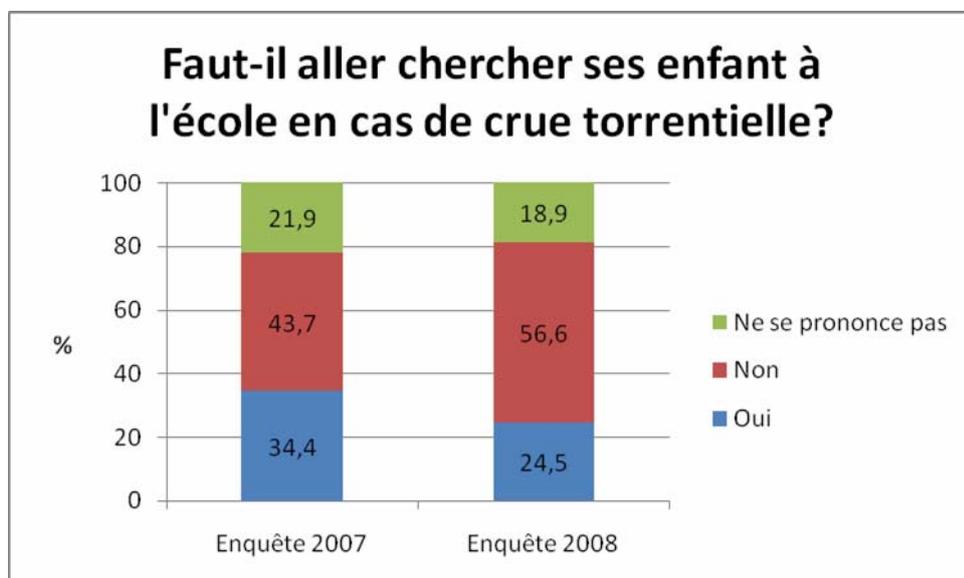
H) Les consignes de sécurité.

L'usage du téléphone en cas de crise.



Nous observons un accroissement important du nombre d'individus qui pensent que l'usage du téléphone peut gêner les interventions des secours en cas de catastrophe.

Faut-il aller chercher ses enfants à l'école en cas de crue torrentielle ?



Bien que la progression soit moins forte, nous pouvons remarquer une évolution de l'opinion. En effet la part des individus qui ne sont pas d'accord avec le fait d'aller chercher ses enfants à l'école en cas de crue est passée de 43,7% à 56,6%.

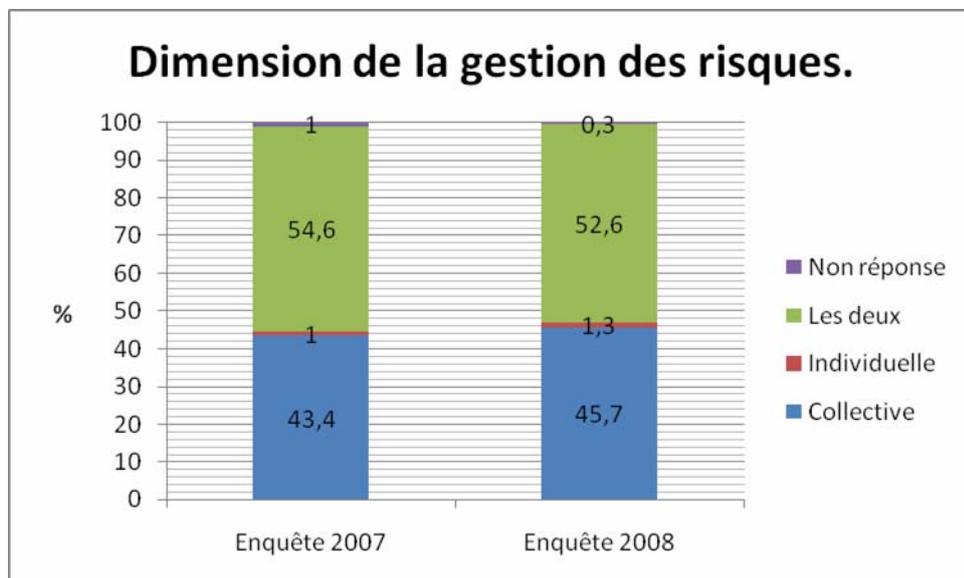
Synthèse.

Durant la première enquête nous avons remarqué que ces deux questions poussaient probablement les individus à l'acquiescement, c'est-à-dire qu'elles les incitaient à répondre ce que nous voulions qu'ils répondent (oui dans le premier cas et non dans le deuxième). Ce biais est remarquable à travers le taux important de non-réponses. En choisissant ce type de réponse, les individus se mettent « hors du jeu » et peuvent ainsi préserver leur liberté de réponse.

Ici encore le taux de non-réponses reste élevé. Toutefois, les augmentations significatives du oui (1^{er} graphique) et du non (2^{ème} graphique) indiquent que les individus commencent probablement à intégrer les consignes de sécurité diffusées par la commune notamment à travers le DICRIM. Pour le vérifier, il sera nécessaire de croiser ces résultats avec la lecture du DICRIM.

1) Les acteurs de la politique du risque.

La dimension de la gestion des risques.



Les opinions concernant la dimension de la gestion des risques restent inchangées.

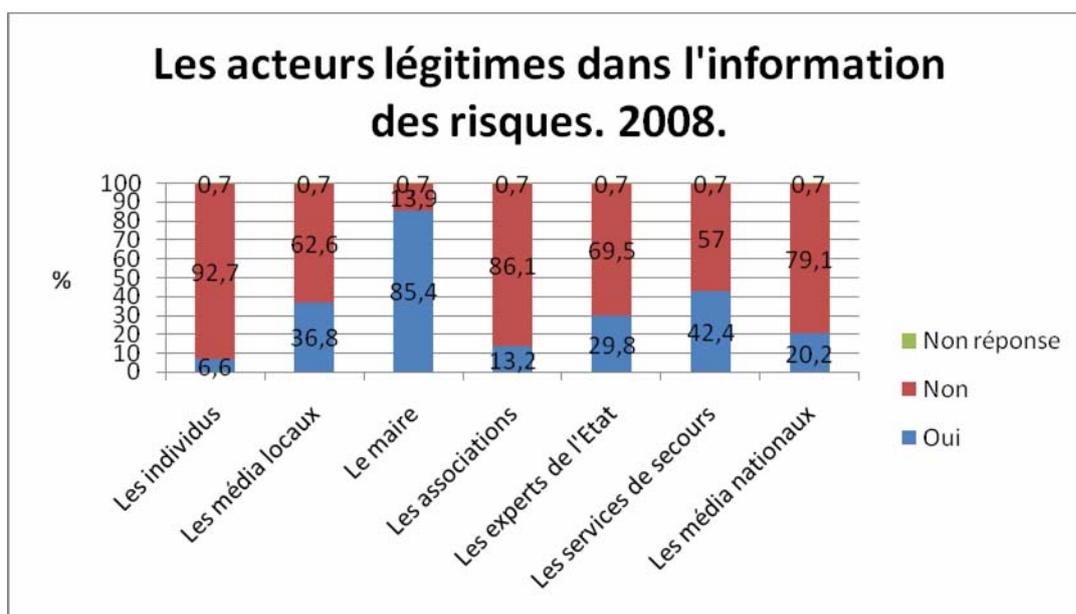
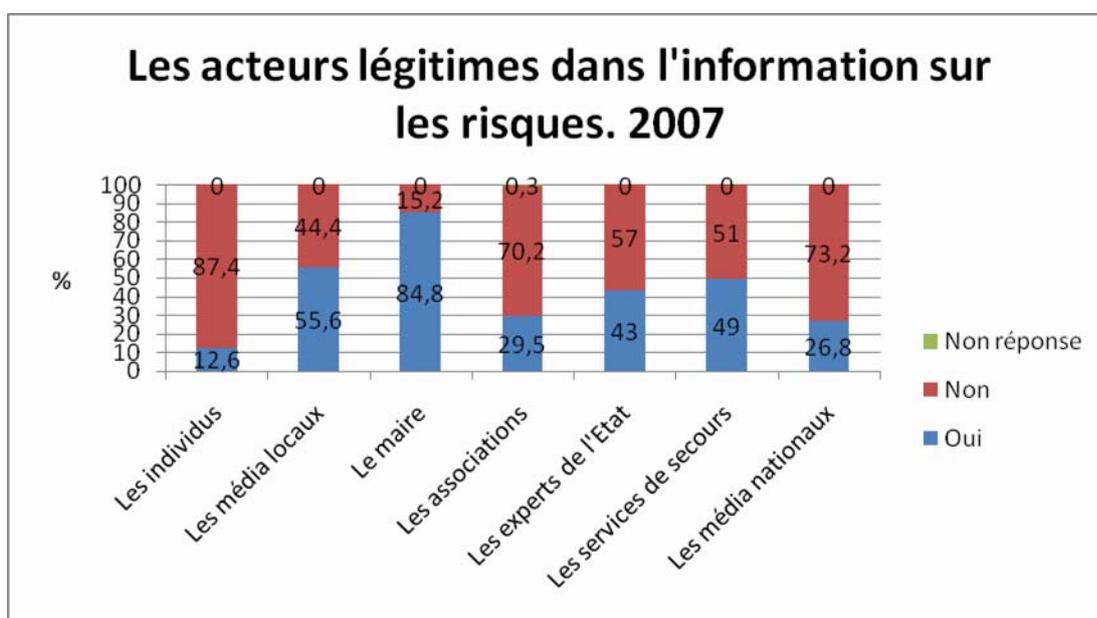
Cette stabilité est normale puisqu'elle ne concerne pas tellement les risques mais l'idée que se font les individus de la politique et du « vivre-ensemble » en général. Il y a donc peu de chance pour que les individus changent cette idée en quelques mois.

Nous pouvons repérer deux pôles principaux de l'action « collective ».

Un pôle où la gestion des biens publics doit être prise en charge par la collectivité, autrement dit par les autorités publiques (communales, départementales, régionales ou nationales).

Un pôle où la gestion des biens publics est pensée comme une association des actions individuelles et des actions des autorités. Ce dernier pôle se situe dans la théorie politique actuelle où les représentants politiques mais aussi les individus-citoyens sont responsables de la chose commune.

Les acteurs légitimes pour porter l'information sur les risques naturels.



Ces deux graphiques nous montrent globalement deux tendances spécifiques.

Premièrement nous pouvons constater une baisse de la légitimité de tous les acteurs sauf celle du maire. Deux causes semblent être à l'origine de cette baisse.

La baisse de légitimité des acteurs tels que les médias, les associations indépendantes ou les experts de l'Etat semble être causée par leur extériorité au monde allevaridin. De fait, cette extériorité, synonyme de non-connaissance du milieu allevaridin, se transformerait en handicap dans la crédibilité des messages sur les risques.

D'autre part, la baisse de légitimité des services de secours semble être causée quant à elle par leur statut professionnel¹³. Leur mission étant de sauver ou de protéger, les pompiers et les gendarmes ne sont plus dans leur rôle s'ils se transforment en acteur de l'information.

Deuxièmement, la stabilité de la légitimité du maire et, sous-entendu, celle de la commune peut se comprendre là aussi par l'intervention de trois facteurs.

Le premier facteur rejoint celui mis en avant pour expliquer la baisse de légitimité des services de secours. Le maire étant une personnalité issue d'un suffrage publique, les citoyens attendent de lui et des autres conseillers municipaux qu'ils remplissent les tâches pour lesquelles ils ont été désignés. La mission d'information constituerait alors un des rôles de ces représentants. Par ailleurs il est plus facile de croire une personne qu'on a choisie.

Le deuxième se trouve dans la figure de *leader d'opinion*¹⁴ du maire. Le maire est l'acteur le plus légitime car c'est lui qui possède la plus grande capacité à convaincre les individus.

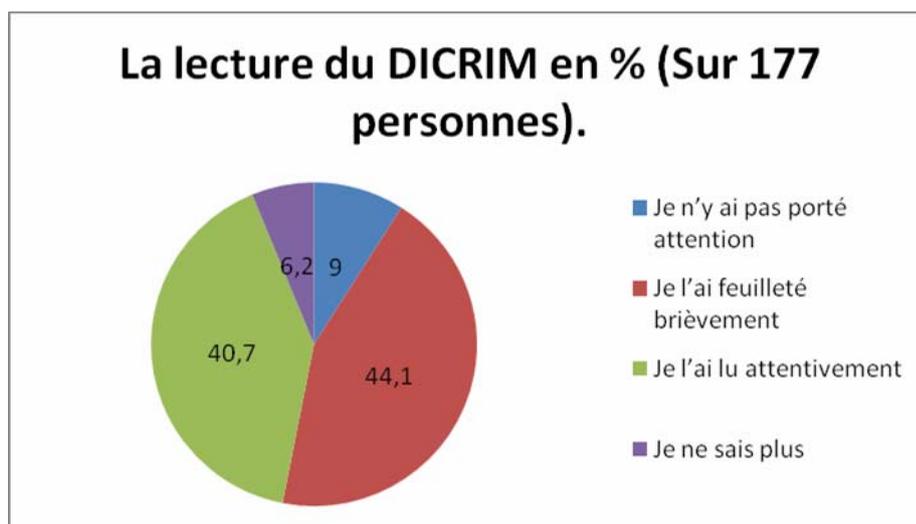
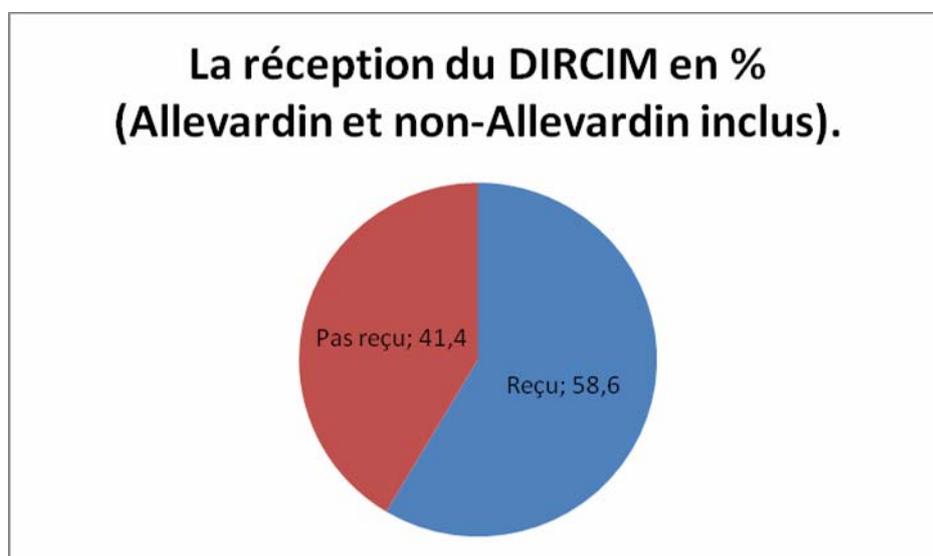
Enfin, la troisième raison concerne les actions mise en place par la commune durant un an sur le plan de la gestion des risques. La mairie ayant commencé ce travail de prévention et de protection, il n'y a pas de raison qu'elle soit remplacée par un autre acteur.

¹³ Merton, R. K., *Social theory and Social structure*, Free Press, New York, 1957, p.370.

¹⁴ Lazarfeld.

J) Le DICRIM

La réception du DICRIM implique-t-elle sa lecture ?



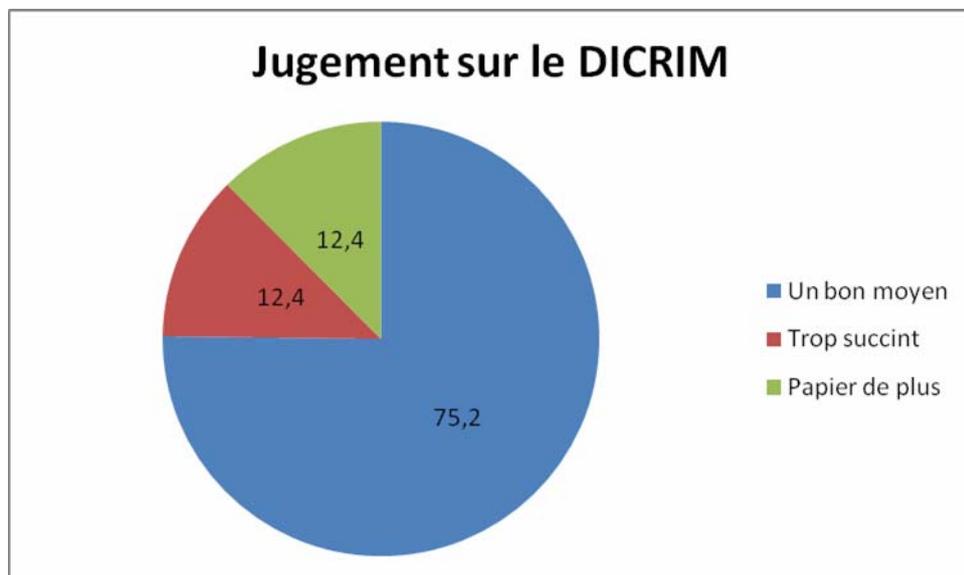
Nous pouvons voir que deux types d'attitudes face au DICRIM se détachent. La question portant sur une l'accomplissement d'une sorte de devoir, nous pensons qu'il est judicieux d'associer les réponses qui, dans le sens, sont proches. En effet, sans remettre en cause la sincérité des individus, ils se peut que certains nous aient dit avoir lu le DICRIM attentivement ou ne plus savoir pour ne pas attirer de jugement négatif sur leur comportement. Nous considérons donc que les réponses 2 (rouge) et 3 (verte) ainsi que les réponses 1 (bleue) et 4 (violette) correspondent respectivement aux attitudes suivantes :

1. *D'une part, Une certaine curiosité ou intérêt.*
2. *D'autre part, Un déni ou une réticence¹⁵.*

¹⁵ Auxquels il faut rajouter les Allevaridins qui déclarent ne pas l'avoir reçu.

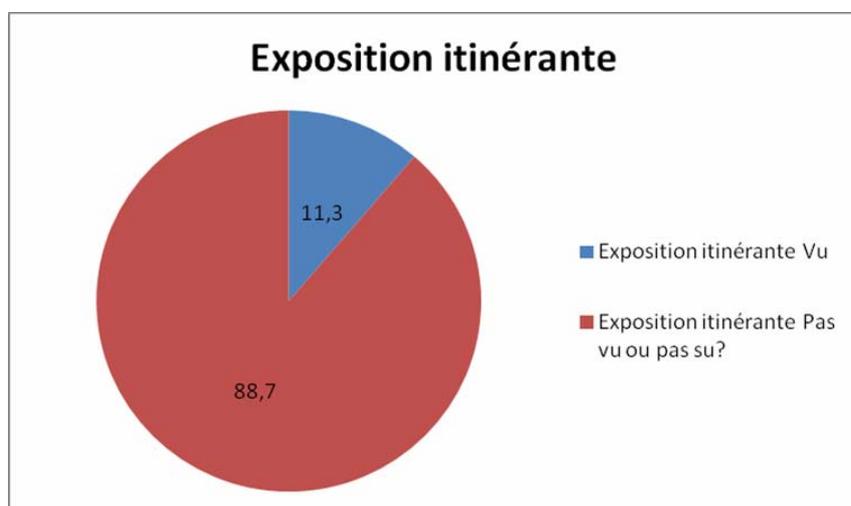
Il faudra alors voir si cette position correspond à des caractéristiques particulière en matière de conditions sociales ou de connaissances.

L'opinion sur le DICRIM.



Dans cette question, nous avons pris en compte ce qui nous répondu qu'ils n'avaient pas lu le DICRIM pour comprendre leur raison.

Nous constatons que le DICRIM est, pour les $\frac{3}{4}$ des personnes l'ayant reçu, un bon moyen d'information et qu'il est considéré par 12,4% des individus comme un moyen d'information trop succinct. Autrement dit, ce type d'action est plutôt bien accueillie par les individus. Au cours de nos interviews, nous avons pu nous même constater une certaine satisfaction. Le document étant assez claire, les allevardins se sont sentis bien informés notamment au niveau des consignes de sécurité.



III- Les effets du DICRIM sur les représentations et les connaissances.

Le rôle premier du DICRIM est de transformer les savoirs sur les phénomènes naturels ou technologiques mais surtout d'influencer les pratiques des individus en cas de crise. Nous pourrions postuler que ce document a eu effectivement une influence dans la mesure où les évolutions observées dans la partie précédente sont corrélées à sa réception et à sa lecture.

A) Les connaissances des risques.

Nous rappelons que les connaissances sur les risques ont connu deux changements entre l'enquête de 2007 et l'enquête de 2008. L'un est lié aux questionnaires comme nous l'avons expliqué plus haut. Il concerne les modalités « non » et « je ne sais pas », la première modalité étant devenue beaucoup plus importante en termes d'effectif. Le deuxième changement concerne les modalités « oui, je sais où » et « oui mais je ne sais pas où ».

Notre analyse se portera donc essentiellement sur ce deuxième changement car il nous semble que les questionnaires ont eu des effets beaucoup plus minimes sur ces deux modalités.

Le rôle du DICRIM sur la modification des connaissances apparaît au premier plan paradoxal.

Premièrement, tous les tableaux n'indiquent pas de corrélation significative entre la modalité « Existe et je sais où le situer » et la réception du DICRIM. Seuls les individus qui définissent le séisme, la crue torrentielle, les chutes de pierres, les ruptures de barrages et les Transports de Matières Dangereuses¹⁶ comme des risques pour Alleverd (tout en les localisant) sont surreprésentés parmi ceux qui ont reçu le DICRIM.

Deuxièmement, lorsque nous analysons l'effet de la lecture du document, le nombre de corrélations est réduit à deux¹⁷. Cela veut dire que la manière de lire le DICRIM a un effet moindre sur les connaissances des individus.

Dans le but d'affiner l'analyse, nous avons exclu des tris croisés tous les non-alleverdins¹⁸. De cette manière, nous pouvons observer l'effet qu'a eu le DICRIM sur les

¹⁶ Voir annexe, Tableau 1, p. 62-63.

¹⁷ Voir annexe, Tableau 2, p. 64.

personnes interrogées qui étaient directement concernées par sa diffusion. Dès lors le lien entre DICRIM et connaissance ne semble plus tout aussi solide car le nombre de corrélations diminue lorsqu'on s'intéresse à la réception du document et reste le même quand on s'intéresse à sa lecture. Du moins, il joue un rôle par rapport des phénomènes spécifiques.

En effet, le DICRIM semble favoriser les représentations qui ne sont pas les plus répandues à Allevard. Les seules corrélations observées portent ainsi sur les séismes ou les transports de matières dangereuses. Plus précisément, ceux qui peuvent localiser ces risques sont surreprésentés parmi les individus qui ont reçus le DICRIM¹⁹ et qui l'ont lu. **Ce type de document serait donc utile pour lever des connaissances faiblement établies au sein d'un réseau social, ici une commune, mais relativement inefficace pour transformer les représentations établies.**

B) L'évaluation et les préoccupations.

De la même manière que les connaissances, nous avons observé des variations entre 2007 et 2008 au sujet de l'évaluation et des préoccupations²⁰.

Le lien entre le DICRIM et l'évaluation apparaît, comme pour les connaissances ci-dessus, à travers la réception du document²¹. C'est-à-dire que les évaluations d'un risque naturel élevé sont faites avant tout par les individus qui ont reçu le DICRIM. A l'inverse le lien entre DICRIM et préoccupations s'opère par la façon de le lire. Il y en a une lorsqu'on remplace l'évaluation par la préoccupation²².

Ces deux différences montrent que la séparation entre évaluation et préoccupation est pertinente. En effet, nous avons divisé le risque et le processus qui permet de construire ce type de représentation en distinguant ce qui était de l'ordre du constat et ce qui était de l'ordre du jugement ou du raisonnement. Les connaissances et les évaluations peuvent être assimilées à une description de ce qui est perçu bien que ces étapes nécessitent déjà un calcul probabiliste. Les préoccupations correspondent à une forme de crédit accordé aux descriptions effectuées à travers les évaluations ou les connaissances.

¹⁸ Le document d'informations sur les risques ayant été distribué par la commune à tous les Allevardins en juin et l'absence de ce document dans les lieux touristiques (hôtels, musées, office du tourisme), il nous apparaît peu probable que les « étrangers » reçoivent le DICRIM. D'ailleurs, parmi les non-Allevardins, seule une personne l'a eu entre ses mains. Nous avons alors recommencé les tris croisés en séparant habitants d'Allevard et « étrangers ».

¹⁹ Annexes, Tableau 3 et 4, p. 64-65. Pour les Transport de Matière dangereuses, la relation se fait surtout sur celles qui n'ont pas reçu le DICRIM. Cela signifie que la non réception du DICRIM rend difficile la représentation des Transports de Matières Dangereuses comme des risques pour Allevard.

²⁰ Cf. pp. 19 et 29.

²¹ Annexes, Tableau 5, p. 65.

²² Annexes, Tableau 6, p. 66.

L'établissement d'une nouvelle évaluation, la transformation d'une connaissance peuvent donc être provoqués par l'émergence d'un nouvel élément permettant d'affiner le calcul ou renforçant le constat. Le fait que la commune réalise ces actions d'information signifie qu'on peut effectivement décrire la situation d'Alleverd comme risquée. Par contre, puisque les préoccupations correspondent à l'importance que les individus accordent à de telles définitions, pour que ces dernières changent il faut des éléments précis prouvant que ces phénomènes doivent faire l'objet d'une vigilance accrue par exemple. Ces éléments ne peuvent être apportés que par la lecture du DICRIM.

Excursus sur la modalité « un peu ».

L'analyse du tableau confirme aussi que nous ne pouvons pas considérer la modalité « *un peu* » comme un réel déni mais plutôt comme une forme de vigilance minimale. Le fait que les Allevardins qui sont *un peu préoccupés* soient surreprésentés parmi ceux qui ont feuilleté brièvement le DICRIM montre qu'ils ne sont pas totalement désintéressés de la question des risques et gardent un œil sur ce qu'il se trame dans la commune. Toutefois, les risques naturels ou technologiques sont « relégués » au deuxième plan, le premier étant occupé par d'autres sujets plus importants (qui peuvent être d'autres types de dangers comme les voitures ou les relations sociales).

Par ailleurs, alors que la modalité « *un peu* » est celle qui a vu son effectif croître de manière significative (de 38,7% des individus interrogés à 50%), cette surreprésentation montre que le DICRIM, lorsqu'il est lu, peut avoir un certain impact sur l'importance donnée aux risques majeurs.

C) Les consignes de sécurité.

Les individus orientent leurs actions suivant la représentation qu'ils se font d'une situation et adaptent les moyens aux fins à atteindre²³. C'est en ce sens que l'individu est un acteur rationnel. **Le but du DICRIM est alors de guider cet acteur en le dotant de moyens jugés bons pour agir en cas de crise.**

Dans l'enquête précédente, le nombre de non-réponses aux questions portant sur les consignes de sécurité signifiait que les individus hésitaient et, craignant l'erreur, préféraient ne

²³ Weber parle de *rationalité en finalité*. Il poursuit la typification en distinguant la *rationalité en valeur*, la détermination *affectuelle* (émotionnelle) et la détermination *traditionnelle* ; cf. Max Weber, *Economie et société* ; t.1 *Les catégories de la sociologie*, éd. Pocket, coll. Agora, Paris, 1995, p.55. Il n'est pas impossible que les actions en cas de catastrophe soient orientées par ces quatre types de détermination.

pas répondre. L'enquête de 2008 a vu le nombre de ces non-réponses diminuer²⁴. Le DICRIM, document destiné à rendre ces réponses plus sûres, aura joué son rôle si les réponses aux consignes de sécurité sont corrélées à la réception et à la lecture du DICRIM.

De manière générale, nous observons clairement que **le DICRIM favorise la connaissance des consignes de sécurité** puisque les individus qui ont répondu de manière correcte sont ceux qui l'ont eu dans les mains, **la lecture de celui-ci étant plus favorable encore à la mémorisation des consignes**. Les individus qui ne sont pas d'accord avec le fait d'aller chercher leurs enfants à l'école lors d'une crue torrentielle sont surreprésentés parmi ceux on lu attentivement le DICRIM²⁵.

D'ailleurs, au moment des interviews, les individus précisaient souvent qu'ils avaient lu cette consigne dans le DICRIM.

Ces observations montrent que le DICRIM est un outil pertinent pour diffuser des informations de ce type. **Toutefois, il faut garder un regard critique sur l'écart qui peut exister entre la valeur déclarative de ces réponses et les attitudes que les individus adopteront lors d'une catastrophe.**

On peut conclure, sans trop de danger, que le DICRIM joue un rôle sur la représentation qu'ont les Allevardins du milieu qui les entoure. Il semble renforcer la pertinence de définir Allevard à travers les risques naturels.

Il s'agit maintenant de saisir le cadre de réception du DICRIM. Nous désignons par là les conditions qui ont permis à ce document d'être lu et donc de transformer les représentations sociales.

²⁴ Cf. parti H) p.45.

²⁵ Annexes, Figure 1, p.67.

IV- Quelles sont les conditions pour que le DICRIM soit lu ?

Le DICRIM, pour avoir un effet sur les représentations, doit être accepté par les individus. Dès lors, nous devons comprendre les conditions qui ont pu faciliter la « pénétration » du DICRIM et de ses informations au sein de la commune d'Allevard.

Nous ne consacrons pas d'analyse aux conditions de réception du DICRIM car il n'y a pas de lien entre les caractéristiques individuelles et la réception du DICRIM (les seuls qui existent ne nous apprennent pas grand chose²⁶). Cela s'explique par la caractéristique du DICRIM. Celui-ci est un document communal, sa réception ne doit donc pas varier selon les zones d'habitation (pour celles qui sont sur Allevard) ni le type de profession.

La lecture du DICRIM.

Les variables qui sont les plus corrélées à la lecture du DICRIM sont celles qui portent sur le diplôme.

En effet, la lecture du DICRIM augmente avec le niveau du diplôme, et le type de formation²⁷ apparaît comme un facteur important dans cette lecture, notamment dans l'attention qui y est portée.

L'explication que nous mettons en avant porte sur la notion de position des individus dans le réseau social allevardin²⁸.

En paraphrasant Simmel, la société se réalise dans les actions réciproques que les individus établissent entre eux en fonction de leurs intentions. L'individu est donc toujours un point de départ et un point d'arrivé. On peut illustrer cette proposition par le schéma suivant :

²⁶ Les seuls liens que nous avons trouvés sont les suivants : Les individus qui n'habitent pas Allevard n'ont pas reçus le DICRIM ainsi que les individus âgés entre 16 et 20 ans.

²⁷ Cf. annexes, Tableau 7 et 8, p. 68-69. Voir aussi le chapitre sur les recodages pour les catégories p.16.

²⁸ Nous nous référons clairement aux concepts développés par l'analyse des réseaux et l'impact de ces derniers dans la circulation des informations. Outre la littérature de plus en plus abondante, nous renvoyons le lecteur à l'article de Granovetters, *The strength of Weak Ties*, American Journal of Sociology, Chicago, vol. 78, n°6, pp. 1360-1380 ; au manuel de Degenne, A. et FORSE, M., *Les réseaux sociaux*, Paris, 2^{ème} éd. Armand Colin, 2004.



L'agrégation des relations de chaque individu détermine l'aspect formel²⁹ de la société relatif à la position de chacun. Dans le schéma X occupe une position centrale car il établit une connexion entre S et Y.

Cette position accroît ou diminue la faculté des acteurs à accéder à l'information, à la traiter et, éventuellement, à la diffuser. Ici, l'accent sera mis sur le traitement de l'information.

En effet, de par la nature du DICRIM, tous les individus, dès lors qu'ils habitent à Allevard, ont un accès égal à l'information puisque ce document est distribué à tous les habitants d'Allevard (boîtes aux lettres). De plus, nous n'avons pas les moyens d'appréhender le rôle des individus dans la diffusion des messages contenus dans le DICRIM et nous ne pourrions émettre que des hypothèses.

A travers le DICRIM, nous avons bien affaire à une action réciproque puisque la commune a diffusé un document à l'ensemble de la population allevardine pour influencer le comportement des habitants en cas de catastrophe.

Nous avons donc d'une part des acteurs X (les responsables communaux) qui accordent leurs actions en fonction des acteurs Y (les habitants). Les acteurs Y vont ensuite « réceptionner » les messages contenus dans le DICRIM en fonction de leur position dans le réseau de la commune d'Allevard. Nous parlons ici de la représentation qu'un individu peut se faire de sa situation et non de sa position réelle.

Selon ce présupposé, un individu se définit un ensemble de rôles et de statuts, c'est-à-dire un ensemble de devoirs et de droits, par rapport à autrui³⁰. Par suite, cet ensemble fournit à l'individu un ensemble de fins et de valeurs vers lesquelles il orientera ses actions.

En revenant aux tableaux qui croisent formation scolaire et lecture du DICRIM, nous observons par exemple que les lecteurs attentifs sont surreprésentés par les formations à orientation technique ou scientifiques. D'après l'hypothèse de la position sociale, les individus possédant une formation scientifique ou technique définiraient leurs positions comme celles de personnes expertes, compétentes pour lire mais aussi juger les informations

²⁹ Le mot *formel* désigne la forme au sens propre comme le cercle est une forme de figure géométrique. Cette notion de forme est le point central dans la sociologie de Simmel. Le sociologue, à l'image du géomètre, doit s'attacher à l'explication des différentes formes de socialisation comme les formes de domination, de conflit ou même les formes des relations dyadiques ou triadiques. Cf. Georg Simmel, *Sociologie. Etudes sur les formes de la socialisation*, trad. de Lilyane Deroche-Gurcel et Sibylle Muller, PUF, Paris, 1999.

³⁰ Merton, R. K., *Social theory and Social structure*, Free Press, New York, 1957, pp.370.

du DICRIM. Ils verraient alors la lecture du DICRIM comme un moyen de parfaire cette compétence et une possibilité d'exercer leur rôle d'observateur critique. Ils se dessinent d'une certaine manière une carrure de *leader d'opinion* ne serait-ce qu'auprès de leurs voisins. Bien entendu, il convient de noter que cette hypothèse nécessite une vérification empirique³¹.

Enfin, notons que la formation n'a pas d'effet discriminant sur le rôle joué par la lecture du DICRIM sur les représentations sociales, notamment les préoccupations. Autrement dit, à partir du moment où le document est lu, un individu diplômé d'une école d'ingénieur est autant influencé par les messages qu'un individu diplômé d'un BEP³².

La transformation des représentations sociales se fait donc indépendamment des caractéristiques des individus, bien que la lecture du DICRIM soit corrélée à ces dernières. Cette indépendance indique que la transformation du risque se fait certainement par d'autres canaux de diffusion. Par exemple, durant les interviews, les individus se référaient aussi à toutes les actions qui avaient été menées par la commune depuis près d'un an.

De plus, les notions de position sociale et de réseau social nous amène à penser que les relations sociales au sein des différents groupes qui composent la ville d'Allevard ont un rôle non négligeable dans la circulation des informations (nous l'avions déjà évoquée dans le dernier rapport). Les rumeurs à propos de la rupture du barrage de Fond de France en 2005 ou celles sur la taille de l'effondrement à Montouvrard³³ mettent en relief ces effets de réseaux. **Les individus sont des acteurs rationnels qui ne se contentent pas de recevoir l'information. Ils la traitent, la transforment et la diffusent par leurs propres moyens et selon leurs propres finalités.**

³¹ Cela peut être vérifié par des entretiens avec des individus de niveau et de type de formations différentes afin de revenir sur cette fameuse position sociale ainsi que les raisons qui les ont motivés à lire le DICRIM.

³² Il n'est pas exclu qu'il y ait un biais introduit par les effectifs. Cf., annexes, tableau 9, p.69.

³³ Le trou, entre 2007 et 2008, est ainsi passé d'une hauteur supérieure à l'Eglise d'Allevard au trou le plus profond d'Europe.

Conclusion.

Les risques majeurs, comme toutes les représentations sociales, ne sont pas figés une fois pour toute. Nous avons vu ainsi que ces représentations particulières d'Alleverd ont évolué entre 2007 et 2008. Dès lors nous pouvons aussi valider la condition *i*).

Les corrélations observées entre ces transformations et le DICRIM indiquent que ce dernier a joué un rôle dans ces changements. Tandis que sa réception permet de renforcer la pertinence d'employer le risque naturel pour définir le milieu allevardin, sa lecture tend à accroître les préoccupations accordées à une telle définition. La condition *ii*) vient d'être validée.

De même, si la réception du DICRIM dépend seulement du fait d'habiter à Alleverd ou non, la lecture est avant tout fonction du niveau et du type de formation scolaire et professionnelle. Ce lien a été interprété comme une indication de la représentation que les individus avaient de leur position sociale au sein de la ville d'Alleverd. La lecture du DICRIM dépendrait alors du rôle que chacun se donne par rapport à ses voisins. La condition *iii*) est alors validée et nous pouvons conclure sur la capacité des acteurs publics à transformer les représentations sociales grâce au DICRIM.

Cependant, si les risques majeurs peuvent être transformés par l'introduction de nouvelles informations, la diminution de ce type d'informations dans le « paysage » allevardin peut tout autant modifier les représentations sociales. De plus, l'enquête a révélée que la plupart du temps les individus avaient transformé leur représentation à partir de l'ensemble des actions menées par la commune comme le recensement des « forces » humaines et matérielles, la construction d'ouvrage, la réalisation du PPR et même nos propres enquêtes. Dès lors, la baisse d'activité autour des phénomènes naturels peut entraîner une baisse des préoccupations au sujet des risques et laisser la place à d'autres problèmes.

De même l'existence de réseaux sociaux peut provoquer des effets pervers comme le cloisonnement de la circulation des messages à l'intérieur de groupes relativement fermés ou la modification du contenu à la manière des rumeurs que nous avons exposées précédemment.

Enfin, cette conclusion plutôt favorable au DICRIM ne doit pas faire oublier que les réponses sont avant tout déclarative et qu'il peut exister un faussé entre l'ordre de la pratique et l'ordre du discours.

Annexes

I) Les effets du DICRIM sur les représentations et les connaissances.

A- Les connaissances des risques.

Tableau 1

Crue torrentielle et DICRIM

Le Khi-deux du tableau est de 12.2

Degré liberté = 3 Prob.= 0.007 ***

N=	%Ligne	Existe		Oui sans		N'existe pas		Ne sais pas		Total	
Khi2	%Attrac	et	sais où	savoir	ou					en	ligne
Reçu		148	83.6	19	10.7	9	5.1	1	0.6	177	100
		0.8	26.1*	1.3	-22.8*	0.1	-9.7	2.9	-78.7*	5.0	58.6
Pas reçu		87	69.6	23	18.4	8	6.4	7	5.6	125	100
		1.1	-26.1*	1.8	22.8*	0.1	9.7	4.1	78.7*	7.1	41.4
Total		235	77.8	42	13.9	17	5.6	8	2.6	302	100
en colonne		1.8		3.1		0.2		7.0		12.2	100

Séisme et DICRIM.

Le Khi-deux du tableau est de 18.5

Degré liberté = 3 Prob.= 0.000 ***

N=	%Ligne	Existe		Oui sans		N'existe pas		Ne sais pas		Total	
Khi2	%Attrac	et	sais où	savoir	ou					en	ligne
Reçu		58	32.8	39	22.0	57	32.2	23	13.0	177	100
		4.9	47.8*	0.0	1.2	0.9	-11.6*	1.8	-24.5*	7.6	58.6
Pas reçu		16	12.8	27	21.6	53	42.4	29	23.2	125	100
		7.0	-47.8*	0.0	-1.2	1.2	11.6*	2.6	24.5*	10.8	41.4
Total		74	24.5	66	21.9	110	36.4	52	17.2	302	100
en colonne		11.9		0.0		2.1		4.4		18.5	100

Chutes de pierres et DICRIM.

Le Khi-deux du tableau est de 12.5

Degré liberté = 3 Prob.= 0.006 ***

N=	%Ligne	Existe		Oui sans		N'existe pas		Ne sais pas		Total	
Khi2	%Attrac	et sais où		savoir où						en ligne	
Reçu		95	53.7	35	19.8	44	24.9	3	1.7	177	100
		0.1	3.7	0.5	-10.9	1.4	27.1*	3.3	-63.4*	5.2	58.6
Pas reçu		63	50.4	32	25.6	19	15.2	11	8.8	125	100
		0.1	-3.7	0.7	10.9	1.9	-27.1*	4.7	63.4*	7.3	41.4
Total		158	52.3	67	22.2	63	20.9	14	4.6	302	100
en colonne		0.1		1.1		3.3		8.0		12.5	100

Ruptures de barrages et DICRIM.

Le Khi-deux du tableau est de 12.5

Degré liberté = 3 Prob.= 0.006 ***

N=	%Ligne	Existe		Oui sans		N'existe pas		Ne sais pas		Total	
Khi2	%Attrac	et sais où		savoir où						en ligne	
Reçu		76	42.9	23	13.0	59	33.3	19	10.7	177	100
		2.2	26.5*	0.2	-9.0	0.0	-1.6	2.7	-31.3*	5.1	58.8
Pas reçu		33	26.6	20	16.1	43	34.7	28	22.6	124	100
		3.2	-26.5*	0.3	9.0	0.0	1.6	3.9	31.3*	7.3	41.2
Total		109	36.2	43	14.3	102	33.9	47	15.6	301	100
en colonne		5.4		0.5		0.0		6.6		12.5	100

TMD et DICRIM.

Le Khi-deux du tableau est de 13.7

Degré liberté = 3 Prob.= 0.004 ***

N=	%Ligne	Existe		Oui sans		N'existe pas		Ne sais pas		Total	
Khi2	%Attrac	et sais où		savoir où						en ligne	
Reçu		27	15.3	18	10.2	96	54.2	36	20.3	177	100
		5.0	75.8*	0.0	-0.9	0.4	-11.3	0.3	-8.3	5.7	58.6
Pas reçu		3	2.4	13	10.4	78	62.4	31	24.8	125	100
		7.1	-75.8*	0.0	0.9	0.5	11.3	0.4	8.3	8.0	41.4
Total		30	9.9	31	10.3	174	57.6	67	22.2	302	100
en colonne		12.2		0.0		0.8		0.7		13.7	100

Tableau 2

Croisement de la question AB* Quelle lecture du PPR?
avec la question SEISME

Le Khi-deux du tableau est de 13.5

Degré liberté = 6 Prob.= 0.035 **

N=	%Ligne	Existe	Oui sans	N'existe pas	Ne sais pas	Total				
Khi2	%Attrac	et sait où	savoir ou			en ligne				
Pas lu	5	18.5	7	25.9	10	37.0	5	18.5	27	100
	1.8	-44.4*	0.2	5.0	0.2	7.9	0.6	7.7	2.8	15.3
Lu brièvement	20	25.6	22	28.2	24	30.8	12	15.4	78	100
	1.4	-23.1*	1.3	22.1*	0.0	-2.7	0.3	14.5	3.1	44.1
Lu attentive	34	47.2	10	13.9	22	30.6	6	8.3	72	100
	4.2	28.6*	2.2	-37.0*	0.0	-3.4	1.2	-35.9	7.6	40.7
Total	59	33.3	39	22.0	56	31.6	23	13.0	177	100
en colonne	7.3		3.7		0.3		2.2		13.5	100

Croisement de la question AB* Quelle lecture du PPR?
avec la question EFF

Le Khi-deux du tableau est de 15.1

Degré liberté = 6 Prob.= 0.020 **

N=	%Ligne	Existe	Oui sans	N'existe pas	Ne sais pas	Total				
Khi2	%Attrac	et sait où	savoir ou			en ligne				
Pas lu	4	14.8	6	22.2	8	29.6	9	33.3	27	100
	4.4	-63.6*	0.3	5.7	0.1	4.9	5.2	20.8*	10.2	15.3
Lu brièvement	36	46.2	10	12.8	19	24.4	13	16.7	78	100
	0.6	10.6	1.0	-26.8	0.1	-6.3	0.0	4.2	1.7	44.1
Lu attentive	32	44.4	15	20.8	19	26.4	6	8.3	72	100
	0.3	6.3	0.5	13.0	0.0	1.1	2.6	-47.3*	3.3	40.7
Total	72	40.7	31	17.5	46	26.0	28	15.8	177	100
en colonne	5.3		1.8		0.2		7.8		15.1	100

Tableau 3

Séisme et réception du DICRIM par les Allevardins (filtrage des non-Allevardins).

Le Khi-deux du tableau est de 8.8

Degré liberté = 3 Prob.= 0.031 **

N=	%Ligne	Existe	Oui sans	N'existe pas	Ne sais pas	Total				
Khi2	%Attrac	et sait où	savoir ou			en ligne				
Reçu	58	33.0	39	22.2	56	31.8	23	13.1	176	100
	1.8	41.9*	0.0	-3.5	0.2	-6.7	0.7	-16.0	2.8	68.5
Pas reçu	13	16.0	20	24.7	31	38.3	17	21.0	81	100
	3.9	-41.9*	0.1	3.5	0.5	6.7	1.5	16.0	6.0	31.5
Total	71	27.6	59	23.0	87	33.9	40	15.6	257	100
en colonne	5.7		0.2		0.7		2.2		8.8	100

TMD et réception du DICRIM par les Allevardins (filtrage des non-Allevardins).

Le Khi-deux du tableau est de 9.3

Degré liberté = 3 Prob.= 0.025 **

N=	%Ligne	Existe		Oui sans		N'existe pas		Ne sais pas		Total	
Khi2	%Attrac	et sais où		savoir où						en ligne	
Reçu		27	15.3	18	10.2	95	54.0	36	20.5	176	100
		2.6	78.1*	0.0	-2.7	0.3	-16.4	0.0	-2.7	2.9	68.5
Pas reçu		2	2.5	9	11.1	52	64.2	18	22.2	81	100
		5.6	-78.1*	0.0	2.7	0.7	16.4	0.1	2.7	6.4	31.5
Total		29	11.3	27	10.5	147	57.2	54	21.0	257	100
en colonne		8.1		0.0		1.0		0.1		9.3	100

Tableau 4

Séisme et lecture du DICRIM (après filtrage des non-Allevarains).

Le Khi-deux du tableau est de 13.6

Degré liberté = 6 Prob.= 0.034 **

N=	%Ligne	Existe		Oui sans		N'existe pas		Ne sais pas		Total	
Khi2	%Attrac	et sais où		savoir ou						en ligne	
Pas lu		5	18.5	7	25.9	10	37.0	5	18.5	27	100
		1.8	-44.8*	0.2	4.8	0.3	8.4	0.6	7.6	2.9	15.3
feuilleté		20	25.6	22	28.2	24	30.8	12	15.4	78	100
brièvement		1.4	-23.5*	1.3	21.7*	0.0	-1.5	0.3	14.1	3.1	44.3
Lu attentive		34	47.9	10	14.1	21	29.6	6	8.5	71	100
ment		4.4	29.0*	2.1	-36.4*	0.1	-5.4	1.2	-35.3	7.7	40.3
Total		59	33.5	39	22.2	55	31.3	23	13.1	176	100
en colonne		7.6		3.5		0.4		2.1		13.6	100

B- L'évaluation et les préoccupations.

Tableau 5

Evaluation des risques naturels et DICRIM (filtrage des non-Allevarains).

Le Khi-deux du tableau est de 13.9

Degré liberté = 4 Prob.= 0.008 ***

N=	%Ligne	Elevé		Moyen		Faible		Pas de		Ne sait pas	
Khi2	%Attrac							risque			
Reçu		24	13.6	104	59.1	45	25.6	2	1.1	1	0.6
		0.9	45.3*	0.0	-4.5	0.2	13.0	1.6	-58.3*	1.7	-70.8*
Pas reçu		5	6.2	50	61.7	17	21.0	5	6.2	4	4.9
		1.9	-45.3*	0.0	4.5	0.3	-13.0	3.5	58.3*	3.7	70.8*
Total		29	11.3	154	59.9	62	24.1	7	2.7	5	1.9
en colonne		2.7		0.1		0.5		5.2		5.4	

N=	%Ligne	Total	
Khi2	%Attrac	en ligne	
Reçu		176	100
		4.4	68.5
Pas reçu		81	100
		9.5	31.5
Total		257	100
en colonne		13.9	100

Tableau 6

Préoccupation face au risque naturel et lecture du DICRIM (filtrage des non-Allewardins).

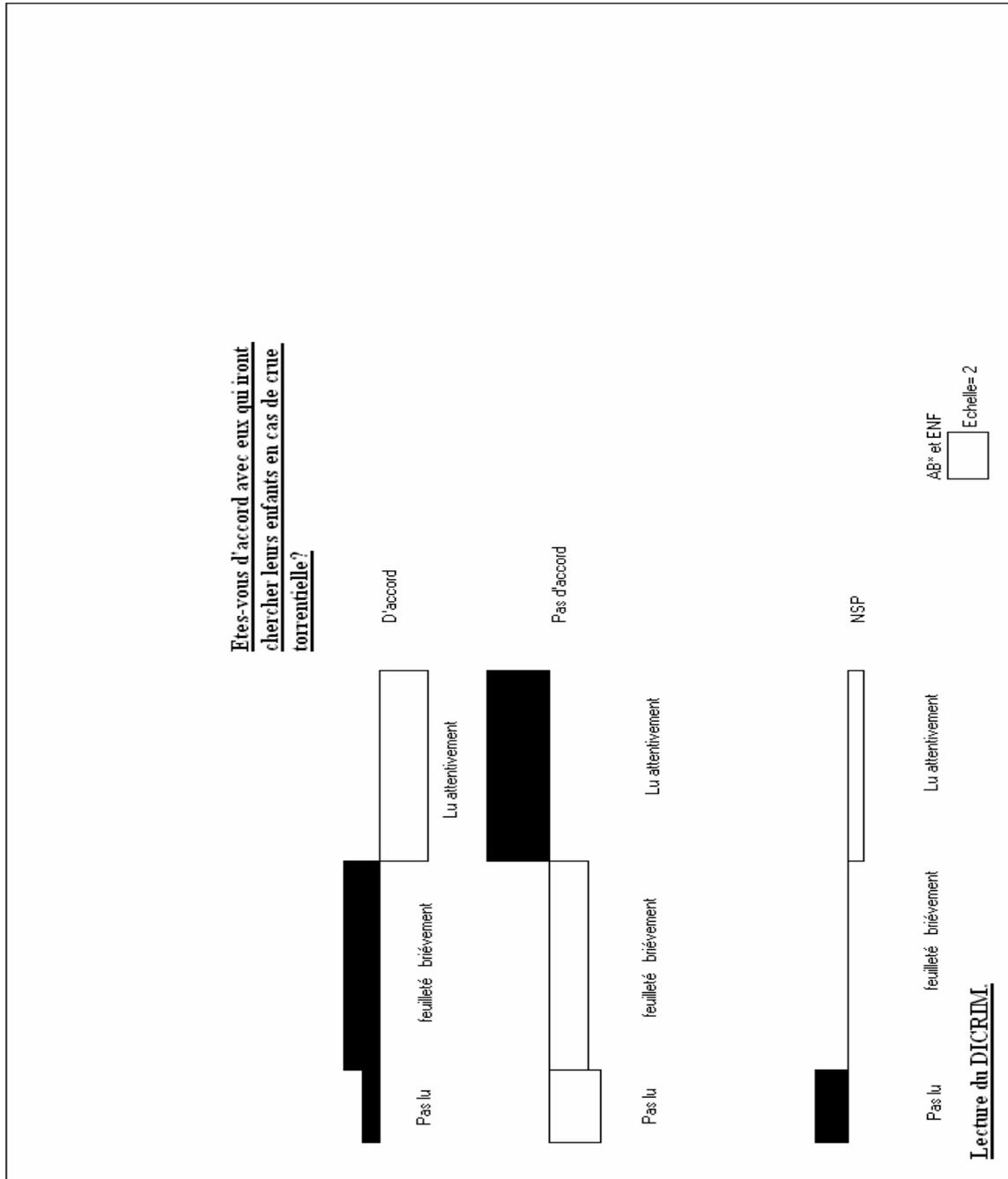
Le Khi-deux du tableau est de 16.1

Degré liberté = 6 Prob.= 0.014 *

N=	%Ligne	Beaucoup		Un peu		Assez		Pas du tout		Total en ligne	
Khi2	%Attrac										
Pas lu		1	3.7	12	44.4	0	0.0	14	51.9	27	100
		0.5	-49.9	0.3	-15.0	2.0	-100.0	2.9	28.2*	5.7	15.3
feuilleté		2	2.6	47	60.3	5	6.4	24	30.8	78	100
brièvement		2.5	-65.3*	1.0	16.7*	0.1	-13.2	0.1	-6.6	3.6	44.3
Lu attentive		10	14.1	33	46.5	8	11.3	20	28.2	71	100
ment		4.3	61.3*	0.5	-11.1	1.4	35.5	0.5	-14.5	6.7	40.3
Total		13	7.4	92	52.3	13	7.4	58	33.0	176	100
en colonne		7.3		1.7		3.5		3.5		16.1	100

C- Les consignes de sécurités.

Figure 9 : Lecture du DICRIM et la question : *Certains disent qu'ils iront chercher leurs enfants à l'école lors d'une crue torrentielle. Etes-vous d'accord, pas d'accord ou vous ne vous prononcez pas ?*



Notes : Ce graphique représente l'écart à l'indépendance entre les deux variables croisées (Consigne de sécurité et lecture du DICRIM). La largeur indique la proportion que représente la modalité observée (on voit par exemple que les individus qui ne sont pas d'accord sont surreprésentés chez ceux qui ont lu attentivement le DICRIM). La ligne horizontale commune à chaque modalité représente la valeur en cas de strict indépendance entre les deux variables. Dès lors, plus la hauteur des catégories est élevée plus on est autorisé à rejeter l'hypothèse d'indépendance entre les variables. Enfin la couleur noire représente une valeur positive (donc une surreprésentation) et la couleur blanche une valeur négative.

II) Quelles sont les conditions pour que le DICRIM soit lu ?

Tableau 7

Croisement de la variable « Diplôme (par niveau) » avec la variable « lecture du PPR » (sans les non-allevardins).

Le Khi-deux du tableau est de 20.3

Degré liberté = 10 Prob.= 0.026 **

	N=	%Ligne	Pas lu	Lu brièvement	Lu attentivement	Total	
	Khi2	%Attrac		t	ment	en ligne	
Brevet et moins	11	26.8	22	53.7	8	19.5	41 100
	3.5	22.6*	0.8	16.4	4.3	-51.2*	8.5 23.4
Bep/cap	8	23.5	10	29.4	16	47.1	34 100
	1.4	12.7	1.8	-34.0*	0.4	11.8	3.6 19.4
Baccalauréat	3	11.1	12	44.4	12	44.4	27 100
	0.3	-28.0	0.0	-0.3	0.1	7.4	0.5 15.4
Bac+2	2	8.7	10	43.5	11	47.8	23 100
	0.7	-43.6	0.0	-2.5	0.4	13.0	1.0 13.1
Bac+3	3	14.3	11	52.4	7	33.3	21 100
	0.0	-7.4	0.3	14.1	0.2	-16.7	0.5 12.0
Bac+4 et plus	0	0.0	13	44.8	16	55.2	29 100
	4.5	-100.0*	0.0	0.5	1.7	25.3*	6.1 16.6
Total en colonne	27	15.4	78	44.6	70	40.0	175 100
	10.4		2.8		7.1		20.3 100

Tableau 8

Croisement de la variable « types de formation » avec la variable « lecture du DICRIM » (sans les non-allevardins).

Le Khi-deux du tableau est de 23.7

Degré liberté = 10 Prob.= 0.009 ***

N=	%Ligne	Pas lu		Lu brièvement		Lu attentivement		Total en ligne	
Khi2	%Attrac								
Aucun		11	28.9	20	52.6	7	18.4	38	100
		3.9	28.9*	0.5	14.3	4.2	-53.0*	8.6	26.6
Form. "manuelles"		7	21.2	11	33.3	15	45.5	33	100
		0.5	9.6	1.0	-25.5	0.3	10.3	1.8	23.1
Administration		1	10.0	5	50.0	4	40.0	10	100
		0.2	-37.8	0.1	9.5	0.0	1.4	0.3	7.0
Monde "social"		2	15.4	9	69.2	2	15.4	13	100
		0.0	-4.3	1.7	44.3*	1.9	-60.7*	3.6	9.1
Enseignant		0	0.0	4	50.0	4	50.0	8	100
		1.3	-100.0	0.0	9.5	0.2	17.8	1.6	5.6
Sciences nat & tech		2	4.9	15	36.6	24	58.5	41	100
		3.2	-69.7*	0.6	-18.3	3.9	31.8*	7.7	28.7
Total en colonne		23	16.1	64	44.8	56	39.2	143	100
		9.2		4.0		10.6		23.7	100

Tableau 9

Croisement de la variable « type de formation » avec la variable « niveau de préoccupation » (Pour les individus ayant lu attentivement le DICRIM).

avec la question PRE

Le Khi-deux du tableau est de 11.9

Degré liberté = 15 Prob.= 0.684 ns

Le nombre de cases de théorique <1 est de 10 soit un pourcentage de 41.7%

N=	%Ligne	Beaucoup		Un peu		Assez		Pas du tout		Total en ligne	
Khi2	%Attrac										
Aucun		2	28.6	4	57.1	0	0.0	1	14.3	7	100
		2.2	24.0	0.1	15.8	0.7	-100.0	0.6	-52.1	3.6	12.3
Form. "manuelles"		3	18.8	6	37.5	2	12.5	5	31.3	16	100
		1.0	30.5	0.4	-23.7	0.1	7.3	0.0	2.0	1.5	28.1
Administration		0	0.0	3	75.0	0	0.0	1	25.0	4	100
		0.4	-100.0	0.5	50.9	0.4	-100.0	0.0	-16.2	1.4	7.0
Monde "social"		0	0.0	1	50.0	0	0.0	1	50.0	2	100
		0.2	-100.0	0.0	1.7	0.2	-100.0	0.3	28.8	0.7	3.5
Enseignant		1	25.0	2	50.0	0	0.0	1	25.0	4	100
		0.8	16.2	0.0	1.7	0.4	-100.0	0.0	-16.2	1.2	7.0
Sciences nat & tech		0	0.0	12	50.0	4	16.7	8	33.3	24	100
		2.5	-100.0*	0.0	1.7	0.9	42.4	0.1	8.6	3.5	42.1
Total en colonne		6	10.5	28	49.1	6	10.5	17	29.8	57	100
		7.1		1.1		2.7		1.0		11.9	100

BIBLIOGRAPHIE

- Alain DEGENNE et Michel FORSE, *Les réseaux sociaux*, Paris, 2^{ème} éd. Armand Colin, 2004.
- GRANOVETTERS, *The strength of Weak Ties*, American Journal of Sociology, Chicago, vol. 78, n°6, pp. 1360-1380.
- Aymeric LUNEAU et Mylène DUAUT, *Le risque est les allevardins. Savoirs et représentations sur le milieu allevardin*, Rapport de Stage, IRMa (dir.), Grenoble, 2008.
- Robert K. MERTON, *Social theory and Social structure*, Free Press, New York, 1957.
- Georg SIMMEL, *Sociologie. Etudes sur les formes de la socialisation*, trad. de Lilyane Deroche-Gurcel et Sibylle Muller, PUF, Paris, 1999.
- Max WEBER, *Economie et société ; t.1 Les catégories de la sociologie*, éd. Pocket, coll. Agora, Paris, 1995.